

ETUDES ET DOCUMENTS
LES FALSIFICATIONS DE L'HISTOIRE

LE SOI-DISANT
TESTAMENT
DE LENINE

L'Affaire du prétendu "testament de Lénine" a été utilisé par la propagande capitaliste pour déstabiliser de nombreux militants communistes.

Les archives de l'URSS qui ont été en partie ouvertes à la recherche historique permettent d'amener de nouvelles preuves contre cet imposture d'origine trotskiste qui continue à être utilisée pour tromper de nombreux militants communistes. Ainsi encore récemment dans un article publié par *Initiative Communiste* journal du PRCF, à propos du 50eme anniversaire de la mort du camarade J. Staline ce testament est cité pour appuyer « ..l'idée que la construction de la première expérience socialiste de l'humanité ait pu être entachée de crimes et de lourdes déviations politiques contraires aux visées émancipatrices de la Révolution d'Octobre (des déviations dont Lénine avait d'ailleurs dénoncé les prémices dans sa Lettre au Congrès du parti bolchevik (connue sous le nom de «testament de Lénine»)."

Au contraire de cette affirmation non argumentée (nous attendons toujours de savoir quels sont ces crimes et lourdes déviations politiques évoquées), les documents réunis dans ce dossier démontent la contrefaçon et donnent des arguments aux marxistes Léninistes dans leur lutte contre la criminalisation du communisme.

LE FAUX TESTAMENT DE LENINE¹

V. A. SAKHAROV, docteur ès sciences historiques

QUI EST LE VERITABLE AUTEUR DE CES LIGNES ?

« Le camarade Staline, devenu secrétaire général, a concentré entre ses mains un pouvoir illimité, et je ne suis pas sûr qu'il puisse toujours s'en servir avec assez de circonspection. D'autre part, le camarade Trotski, comme l'a déjà montré sa lutte contre le Comité central dans la question du Commissariat du peuple des voies de communication, ne se fait pas remarquer seulement par des capacités éminentes. Il est peut-être l'homme le plus capable de l'actuel Comité central, mais il pêche par excès d'assurance et par un engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses. » Le 25-12-1922 Consigné par M. V. ²

« Staline est trop brutal, et ce défaut parfaitement tolérable dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes, ne l'est plus dans les fonctions de secrétaire général. Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour 'démettre Staline de ce poste et pour nommer à sa place une autre personne qui -n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc. Ces traits, peuvent sembler n'être qu'un infime détail. Mais, à mon sens, pour nous préserver de la scission et en tenant compte de ce que j'ai écrit plus haut sur les rapports de Staline et de Trotski, ce n'est pas un détail, ou bien s'en est un qui peut prendre une importance décisive. » Le 04-01-1923 Consigné par L. F. ³

L'actualité politique et scientifique de la lutte de principes menée contre toute création de mythes concernant V. I. Lénine s'impose au mouvement communiste contemporain. Cette lutte est moins une lutte défensive visant à rétablir l'image de V. I. Lénine dans toute sa grandeur aux yeux des travailleurs qu'une lutte offensive appelée à assurer la préparation et la victoire de la future révolution communiste.

¹ Article publié dans le journal russe "Molniya" no 134 - mars 1997 mise en forme réalisée par MC et basée sur la traduction du russe des *Nouvelles d'URSS* et sur la version anglaise publiée par l'organisation "Alliance ML" (USA)

² Lénine Oeuvres complètes Tome 35 - Ed française 1960

³ idem

ELLES NE SONT PAS DE LÉNINE

Parmi les mythes liés à la vie et à l'activité de V. I. Lénine, celui qui est le plus perfide, le plus raffiné, mais également le plus destructeur par ses conséquences politiques et idéologiques, c'est le mythe du prétendu "Testament politique" de V. I. Lénine, nom sous lequel il est convenu d'inclure tout un ensemble de documents également connus comme constituant ses "dernières lettres et derniers articles". Le problème scientifique réside dans l'établissement de la paternité léniniste de chacun des documents inclus dans ce "testament". La nécessité de poser la question de cette manière est dictée par la nature de des documents eux-mêmes. Ils se présentent sous la forme de textes tapés à la machine à écrire, non signés par V. I. Lénine et non authentifiés. Les mentions " Consigné par M. V. " ou "Consigné par L. F. " ne peuvent remplacer une mention authentifiant le document, ce d'autant plus que dans toute une série de cas ils sont entièrement exécutés à la machine à écrire. Il s'est trouvé que la paternité de Lénine de ces documents n'a pas été publiquement mise en doute dès le début.

Leur appartenance à V. I. Lénine a été pris comme un axiome. Même J. V. Staline l'a admis. Cela fit pleinement l'affaire de certains dirigeants du P.C.U.S. après la mort de Lénine et fut utilisé par eux à des fins politiques. La science historique fut, elle aussi, obligée d'accepter les règles et conditions du " jeu " qui lui furent imposées. Pourtant, l'approche scientifique exige que cet ensemble de documents attribués à Lénine soit soumis à l'analyse rigoureuse des sources historiques. La façon scientifique correcte de poser la question dans ce cas donné, consiste non pas à établir la preuve que tel ou tel document n'est pas de V. I. Lénine, mais au contraire à établir la preuve qu'il est de lui.

L'étude de tous les documents d'archive aujourd'hui accessibles aux chercheurs, a conduit l'auteur aux observations et conclusions fondamentales suivantes. En résumé, l'essence de ces documents se réduit à ce qui suit. On distingue nettement dans ledit "testament" deux ensembles de documents:

- 1) Ceux dont la paternité de Lénine est pleinement établie de différentes manières et sans aucune difficulté;
- 2) Ceux dont la paternité de Lénine n'est établie d'aucune manière. A ce sujet, il est important de mentionner que pas un seul des textes effectivement attribués à Lénine ne présente, dans sa forme originale une quelconque tendance anti-stalinienne et qu'au contraire la partie dudit "testament" qui n'est pas de V. I. Lénine est truffée de sentences anti-staliniennes politiquement dirigées contre Staline.

LE TESTAMENT

Appartiennent à la partie du testament effectivement attribuée à Lénine les pages de son journal quotidien, les articles "*Sur notre révolution*", "*Comment devons-nous réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne*", "*Mieux vaut moins, mais mieux*" publiés de janvier à début mars 1923, des textes dictés (*Lettre au congrès*): du 26 au 29 décembre 1922 (au sujet de la réorganisation du C.C. du parti et de l'Inspection ouvrière et paysanne, de l'attribution de compétences législatives au Gosplan), ainsi que des textes du 4 et 6 janvier 1923 (*au sujet de la coopération*).

Bien qu'aucun de ces documents ne soit signé de V. I. Lénine, leurs textes, le travail qui leur est consacré (ou sur certaines de ses parties) se retrouvent dans les différents documents écrits du secrétariat de Lénine rédigés en temps réel (et non pas en différé, c'est-à-dire à un moment ultérieur, comme nous allons le voir plus loin - N.d.T.), et dans des documents du Bureau politique. C'est à dire qu'on retrouve la trace de ces documents depuis le moment même où V. I. Lénine y travaillait dessus ou juste après leur achèvement, alors que Lénine était encore en pleine possession de ses moyens.

Enfin, ils se recoupent bien avec les documents que recevait V. I. Lénine et qu'il utilisait dans son travail d'élaboration, ainsi qu'avec les débats qui se déroulaient en même temps au C.C. du parti et sur la position qu'il y défendait. Ces documents ne sont pas intrinsèquement contradictoires les uns avec les autres et offrent une évolution de points de vue et de positions, et non pas une substitution de l'un par l'autre sur des questions de principes. Finalement, ils ne se contredisent pas entre eux jusqu'à ce que V. I. Lénine ait arrêté sa position sur telle ou telle question.

ATTAQUE CONTRE STALINE

Nous nous heurtons à une tout autre situation dans le cas du second groupe de documents du "testament de Lénine" non directement attribuables à Lénine:

- 1) les tristement célèbres " caractéristiques " c'est-à-dire les textes "dictés" les 24 et 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923 sur lesquels repose tout le fondement de l'attaque politique contre J. V. Staline en tant que successeur effectif de V. I. Lénine en qualité de premier dirigeant du parti;
- 2) Le prétendu "article" "*Contribution à la question des nationalités ou de l' 'autonomie'*",
- 3) Les lettres qui s'apparentent à ces documents par leur motivation et leur caractère politique et qui ont été "dictées" les 5 et 6 mars 1923 à l'attention de Trotski, de Mdivani et de Makharadzé, accompagnées d'une déclaration de solidarité politique avec ceux-ci, ainsi qu'à l'attention de J.V. Staline assorties d'une menace de rupture des relations personnelles. Il n'existe pas pour ces documents la moindre trace du travail que V. I. Lénine leur aurait consacré en temps réel. Il en résulte que V. I. Lénine n'aurait pas authentifié lui-même le travail qu'il aurait consacré à ces documents, tandis qu'il n'existe aucune autre authentification par ailleurs.

Mais tout de même, - peut se demander le lecteur, - comment avons nous eu connaissance de ce travail? Nous en sommes informés:

- 1) Par ce que l'on appelle le "registre journalier des secrétaires " de V. I. Lénine
- 2) Par les personnes qui transmettaient ces textes au C.C. du parti. Arrêtons-nous plus en détail sur ces témoignages. Le "registre journalier " des secrétaires est l'une des sources les plus prisées des historiens et des journalistes politiques dont l'authenticité (et la valeur) n'a été mise en doute par personne jusqu'à présent. Bien à tort ! Son étude conduit à la conclusion que ce "registre journalier " après le 18 décembre 1922 pour tout ce qui y est écrit, n'est pas un document contenant les écrits du secrétariat de Lénine consignants la trace d'évènements enregistrés en temps réel, mais le fruit d'une création littéraire sur un sujet historique donné. Pour parler franchement, c'est un produit fabriqué, autrement dit un faux. Jugez en par vous-mêmes. L'aggravation brutale de la maladie de V. I. Lénine survenue du 18 au 22 décembre 1922 l'a arraché à son précédent rythme de travail. En conséquence, son secrétariat a lui aussi cessé de fonctionner comme avant, les inscriptions au registre journalier ont été interrompues. Et lorsqu'elles reprennent, c'est

dans un "registre journalier " tout à fait autre. Non seulement le registre est tenu irrégulièrement, mais encore des pages entières, ou une partie importante de ces pages, sont laissées vierges entre certaines écritures afin de porter dans ces vides d'autres inscriptions antidatées. En témoignent directement les annotations que quelqu'un a faites indiquant en substance que L. A. Fotiyéva devait remplir le journal pour le 28 décembre 1922 et les 4, 9, 10 et 24 janvier 1923 et que M. V. Voloditchéva devait le faire pour le 26 décembre et le 17 mars.

PRODIGES DE LA CHRONOLOGIE

Mais ce n'est pas tout; c'est comme si quelque chose s'était soudain "dérégulé" et nul ne sait si c'est le calendrier ou les secrétaires, Fotiyéva et Voloditchéva.

Le 30 janvier a subitement été suivi du 26 du même mois; ensuite, le 30 de ce même mois de janvier est réapparu une deuxième fois; mais là, le 24 décida qu'il n'était finalement pas moins important que le 30 et a donc, lui aussi, donné de ses nouvelles pour la seconde fois dans ce "registre journalier ". Un terme a enfin été mis à cette manière d'en prendre à son aise par le 30 qui, derechef, s'imposa en apparaissant pour la troisième fois en janvier 1922.

Février décida qu'il ne pouvait pas faire moins que janvier et, au "registre journalier", le 10 février s'est vu talonné chez les secrétaires par le matin du 7 suivi du matin du 9 auquel emboîta le pas le soir du 7, tandis que le matin du 9 s'écria: " Ah, non, par exemple ! " et réapparut en février pour la seconde fois. Ce jeu de saute-mouton pris fin le soir du 9 février.

Tous ces bégaiements dans la tenue du "registre journalier", associés à la nature des notes elles-mêmes, qui présentent un caractère manifestement "mémorisé" (celles des 23 et 24 décembre, des 23 et 30 Janvier et du 6 février), sont plus que suffisants pour voir que nous n'avons pas affaire là à ce que l'on nous propose de considérer comme un document. Il faut encore ajouter à ce qu'il vient d'être dit qu'après le 18 décembre, N. S. Allilouyéva la femme de I. V. Staline, ne participe plus à la tenue du registre journalier, bien qu'elle ait continué à travailler au secrétariat de Lénine. Des insertions apparaissent dans les marges (des 23 et 24 décembre et des 17 et 30 janvier) au "registre journalier" qui témoignent qu'un travail a été effectué sur ce "registre journalier " après qu'il ait été rédigé. Toutes ces "rugosités" du "registre journalier " s'expliquent de toute évidence par le fait que le travail qu'on lui consacrait est resté inachevé. Quelque chose a dû empêcher d'amener ce produit semi-fini à la forme finale voulue.

A part le "registre journalier" des secrétaires, il existe aussi les notes du registre d'activité des médecins et il y a entre celles-ci et les notes du "registre journalier" des secrétaires beaucoup de contradictions.

Par exemple, les secrétaires gardent le silence dans le "registre journalier" sur le travail avec V. I. Lénine dans certaines périodes alors que les médecins en parlent; c'est le cas pour les 25 et 29 au 31 décembre, du 1er au 4, 10, 13, 16 et 27 janvier, les 18 au 20, le 25 au 27 février et les 2 et 3 mars. Au total, 20 jours de discordance! Il y a également des exemples en sens inverse lorsque V. I. Lénine n'a pas travaillé avec les secrétaires, alors que ces dernières font état de séances de dictées et d'entretiens circonstanciés avec lui les 24 au 26 janvier et les 3, 9, 10, 12 et 14 février. Encore 8 jours de discordance ! Imaginez-vous une note du "registre d'activité des médecins" dans laquelle on constate une telle discordance sur 28 des 72 jours !

Il est intéressant de remarquer que les jours, où le travail avec Lénine ne sont enregistrés que par les secrétaires, sont précisément ceux où sont consignés les écrits sur l'opposition de V. I. Lénine à I. V. Staline, sur les questions de l'édification nationale de l'État et sur la préparation par Lénine d'une "bombe pour Staline". Par conséquent, les données sur lesquelles se fonde la thèse de la paternité de Lénine sur l'article "Contribution à la question des nationalités ou de l' 'autonomie' " et des lettres des 5 et 6 mars 1923 se révèlent on ne peut plus suspectes.

LA PATTE DE TROTSKI

La situation n'est pas davantage éclaircie par des sources à caractère mémorisé, en particulier les souvenirs de Trotski, des secrétaires de V. I. Lénine Fotiyéva, Voloditchéva, Glasser, qui ont tenté de démontrer la paternité Léniniste de ces documents et, ce faisant, de d'en établir la "base historique" nécessaire. Ils sont à ce point en contradiction avec les documents écrits et les notes des médecins, et même parfois les uns avec les autres, que l'information qu'ils délivrent ne saurait être acceptée sans preuves et servir de témoignage fiable de la paternité Léniniste de ces textes. Il reste à les croire sur parole. Mais c'est là l'apanage de ceux qui veulent bien être dupés.

L'histoire de la publication de ces documents et leur utilisation dans les luttes politiques n'ont rien à voir avec leur interprétation comme testament que V. I. Lénine aurait adressé au parti par l'intermédiaire de la tête du C.C. du parti, au Bureau politique et à ses plus proches compagnons de lutte.

Premièrement, cette manière de procéder en cachette n'est pas du tout dans l'esprit de V. I. Lénine et ne correspond pas à son style politique.

Deuxièmement, cette attitude ne lui aurait pas été imposée par des conditions concrètes, car, en dépit de certaines affirmations, V. I. Lénine avait toute possibilité, s'il l'avait voulu, de s'adresser ouvertement au parti pour faire toute proposition; il n'existait aucun "régime d'isolement" prétendument instauré par I. V. Staline et la présence, au Bureau politique et au C.C. du parti, de divers groupes politiques se combattant les uns les autres garantissait l'échec de toute tentative de dissimuler des documents de Lénine.

Troisièmement, il n'était pas du tout logique de remettre la solution de questions dont dépendait la vie du parti et le destin de la révolution à une date indéterminée: jusqu'au congrès qui aurait lieu on ne savait pas quand, après la mort de Lénine dont on ne savait pas non plus quand elle interviendrait. Toutes ces considérations contredisent déjà très amplement la version du testament. Mais le coup mortel lui a été porté par les auteurs eux-mêmes de cette légende: Trotski, Fotiyéva, Zinovyev, Boukharine. Admettons une seconde que V. I. Lénine ait effectivement considéré ces textes comme étant son testament, sa volonté aurait alors été violée par les personnages cités ci-dessus puisque ce sont précisément eux qui ont "jeté" ces textes dans la vie politique bien longtemps avant la mort de V.I. Lénine, alors qu'il n'était déjà plus en mesure ni de certifier, ni de démentir... Ils ont écrit ces documents comme moyen de lutte politique contre I. V. Staline.

C'est Trotski, avec l'aide de Fotiyéva, qui a, de son propre chef, rendu public le prétendu "article" "*Contribution à la question des nationalités ou de l'autonomie*" en même temps que tous deux, déclaraient ouvertement, qu'ils n'avaient été chargés d'aucune mission particulière et n'avaient pas connaissance de la volonté clairement exprimée de Lénine à propos de cet "article".

Mais peu importe, l'affaire était faite et les adversaires de la formation de l'U.R.S.S. purent tenter, au XIIe Congrès du parti, d'utiliser le texte pour détruire l'U.R.S.S. qui venait tout juste d'être créée comme État unifié. Cela n'a pas réussi, l'autorité de I. V. Staline et le bon sens l'ayant emporté. A ce propos, c'est précisément à ce moment là que "l'article" en question arrive pour la première fois, sous forme de copie expédiée par Trotski au secrétariat de V. I. Lénine où il est enregistré. Et voilà !

Après le congrès, la lutte de Trotski contre I. V. Staline est entrée dans une nouvelle phase. Fin mai 1923, Kroupskaïa transmet à Zinovyev la série des textes "dictés" les 24 et 25 décembre 1922, c'est-à-dire une partie des "caractéristiques". Elle ne les transmet pas au Secrétariat du C.C. du parti comme il est d'usage de le faire, et pas davantage au Bureau politique, mais seulement à l'un de ses membres qui, par ailleurs, brigue la place de premier dirigeant et est extrêmement jaloux de la consolidation des positions politiques de J. V. Staline. De sa propre autorité, Zinovyev donne connaissance de ces "caractéristiques" aux

membres titulaires et stagiaires du Bureau politique et du Présidium de la Commission centrale de vérification. Kroupskaïa n'a rien fait savoir de la volonté de V. I. Lénine concernant ce texte dicté, ni que cette lettre était destinée au congrès du parti, estimant que ledit texte "ne devait être transmis qu'au C.C.". La légende de la lettre au congrès a une origine un peu plus tardive. Elle est née au cours du processus de développement de la lutte à l'intérieur du parti. Deux mois après, Zinovyev et Boukharine informent I. V. Staline de l'existence de la "*lettre de Lénine au Secrétaire général*", c'est à dire du texte dicté" le 4 avril 1923.

C'est l'époque de ce que l'on a appelé la "conférence de caverne" et des manœuvres politiques de Zinovyev et Boukharine visant à placer l'activité de I. V. Staline à la direction du parti sous leur haute surveillance (avec la participation de Trotski). C'est justement là qu'ils ont eu besoin de l'autorité de Lénine. Ces textes, prétendument dictés par Lénine, sont devenus un moyen de pression politique sur J. V. Staline dans des conditions où, de toute évidence leurs autorités propres ne suffisait pas. Or, ce n'est pas un hasard si c'est précisément dans cette phase de la lutte politique interne que les forces anti-staliniennes du C.C. ont lancé contre lui cette allusion à la lettre de Lénine au Secrétaire général.

LE MECANISME DE LA FALSIFICATION

Comme on le voit, l'histoire de ces documents et de leur publication ne fournit aucun argument probant en faveur de la paternité de Lénine. Le contenu même de ces textes, ainsi que toute une série de particularités stylistiques et autres plaident également contre l'hypothèse de leur attribution à Lénine.

Le contenu des "caractéristiques" est comme obscurci à dessein. Obscurci à tel point que leur contenu est encore discuté aujourd'hui. Par exemple, la première impression de Tomski fut la suivante: "Dans un large public, personne n'y comprendra rien". Il faut dire que nous ne rencontrons aucune impression semblable avec les textes pour lesquels la paternité de Lénine est avérée. Alors à quoi bon une telle confusion intentionnelle dans le "testament"? Pour garantir l'acharnement et la pérennité de la lutte? Il est vrai qu'il existe une exception au milieu de toute cette obscurité. Au travers de toute l'injustice des reproches faits à J. V. Staline, il se trouve une exigence formulée, elle, avec un maximum de clarté: la destitution de sa fonction de Secrétaire général du C.C.

Il faut en dire autant des lettres des 5 et 6 mars. IL n'y a ni signature de V. I. Lénine, ni enregistrement de ces lettres au secrétariat. Cela peut s'expliquer. IL faut comprendre pourquoi ces lettres n'ont pas été utilisées par Trotski, Mdivani et les autres au XII Congrès du parti (le premier congrès auquel Lénine ne put assister- N.d.T.) dans leur lutte contre Staline sur les questions de l'édification nationale de l'État.

Et pourtant, la lutte fut acharnée et ils firent de nombreuses tentatives pour utiliser l'autorité de Lénine. En fait, ces lettres ne sont apparues

qu'un peu plus tard. Trotski n'a commencé à les citer qu'à l'automne 1923, c'est-à-dire qu'elles n'ont fait parti de l'arsenal politique des adversaires de Staline qu'après les "caractéristiques", marquant encore un redoublement de la pression politique sur Staline puisque à l'exigence de sa destitution de la fonction de Secrétaire général venait s'ajouter la thèse de la formation, par V. I. Lénine, d'un bloc avec Trotski contre I. V. Staline et la thèse de la rupture, par V. I. Lénine, de ses relations avec J. V. Staline. La tension (politique et psychologique) s'était Intensifiée... Mais Staline y résista.

LES ENNEMIS DE L'U.R.S.S. SONT CONTRE LÉNINE ET STALINE

La question de la lettre de Lénine à Staline assortie de la menace de rompre les relations personnelles exige un complément d'étude. Nous mentionnerons ici que toute l'histoire de la dictée de cette lettre par V. I. Lénine et de son envoi à J. V. Staline est assez obscure et contradictoire.

Que le lecteur compare lui-même les témoignages de M. I. Oulyanova et de M. V. Voloditchéva [voir V. I. Lénine, Oeuvres complètes t. 45, p. 486 de l'éd. en russe et les 'Izvestiya TsK KPSS' (les "Nouvelles du C.C. du P.C.U.S."), 1989, no 12, pp. 198 et 199].

Voloditchéva affirme avoir elle même consigné la réponse de J. V. Staline sous sa dictée. Mais il existe, nul ne sait pourquoi, deux variantes de cette réponse: l'une écrite de la main de J. V. Staline (ou une Imitation?) et l'autre de la main soi-disant de Voloditchéva qui diffère du début à la fin de la précédente lettre au point d'en être méconnaissable. En outre, une signature a été apposée de cette même main. Pour quoi deux réponses? Et pourquoi aucune d'elles n'a été transmise à V. I. Lénine, bien qu'entre la réponse de Staline (le 7 mars) et le moment où Lénine a perdu définitivement sa capacité de travail (le 10 mars), le temps et les conditions étaient réunies pour cela.

L'"article" sur la question nationale est étonnant, non seulement par la série des thèses qui y sont exposées parfaitement inattendues de la part de V. I. Lénine ou par la russophobie qui lui est parfaitement étrangère, mais également par ces formulations dans lesquelles Il est Impossible de reconnaître V. I. Lénine. Par exemple, ce passage: "*J'ai déjà écrit dans mes oeuvres sur la question nationale ...*". Ou encore: l'auteur propose d'"attendre pour la formation de l'U.R.S.S. aussi longtemps que l'appareil d'État ne sera pas 'notre'". Lénine n'a jamais soulevé de telles questions en septembre décembre 1922 (décembre est la date du 1er Congrès des Soviets où fut créée l'U.R.S.S.; -N.d.T.). Si l'on part de ce point de vue, alors non seulement l'U.R.S.S. n'aurait pas existé, mais la République soviétique fédérative socialiste transcaucasienne n'aurait également pas été créée. Et pourtant, V. I. Lénine a lutté pour sa création contre Mdivani et ses partisans. Qui plus est, la R.S.F.S.R. aurait alors dû être liquidée,

puisque en effet, l'appareil d'État n'y était pas encore 'nôtre'. Plus on avance et pire c'est. L'auteur associe l'application du droit de se séparer de l'U.R.S.S. à la qualité de l'appareil d'État!

Mais est-ce que c'est l'appareil d'État qui décide de donner ou de ne pas donner ce droit à une république?

Lénine savait très bien par qui, où et comment cette question serait résolue. Elle le serait dans les conditions du système politique de dictature du prolétariat qu'il a créé et consolidé lui-même. Ce raisonnement ne fait pas partie de l'arsenal politique de Lénine. Par contre, ces arguments se trouvent dans les raisonnements des national-déviacionnistes géorgiens. Enfin, poser la question de l'"autonomie" après que la question de l'U.R.S.S. eut été résolue suivant les principes proposés par V. I. Lénine lui-même, cela ne signifie-t-il pas revenir sur des questions depuis longtemps dépassées?

A la fin de 1922, personne ne parlait déjà plus de la création de l'U.R.S.S. suivant les principes de l'autonomie. Par contre, beaucoup de gens se prononçaient contre l'autonomie qui signifiait la liquidation de la R.S.F.S.R. Lénine n'a rien à voir là-dedans, il faut rechercher les auteurs de cet "article de Lénine" parmi les adversaires de la confédération. Lénine n'en fait pas partie. Dans ce camp on distingue clairement trois blocs différents qui suivaient les idées développées par Mdivani, Svanidzé, Rakovski. L'auteur ne s'en est-il pas inspiré dans son "article de Lénine"?

Il reste encore à élucider qui est cet auteur, mais il y a tout lieu de penser qu'il s'agit de Trotski. V. I. Lénine ne pouvait pas être cet auteur. Il n'y a pas de preuve de sa paternité.

LÉNINE EST POUR STALINE, TROTSKI CONTRE

L'analyse du contenu politique de cette partie falsifiée du "testament" de Lénine montre qu'il ne représente pas avec réalisme la lutte politique qui avait lieu alors au C.C. du parti, ni à la position politique qu'y occupait effectivement V. I. Lénine. Et ces réalités politiques étaient telles que J. V. Staline ne pouvait s'être désigné lui-même Secrétaire général, mais que c'est V. I. Lénine, cherchant quelqu'un qui pourrait le remplacer, a mis tout son poids dans la balance au XI^e Congrès pour que J. V. Staline devienne Secrétaire général. Et aucun document ne fut déposé sur le bureau de Lénine disant que Staline était incapable d'assumer les obligations dont il venait d'être investi. Et Lénine n'a jamais exprimé de telles craintes. Il n'y a aucune attaque politique anti-stalinienne dans le "testament de Lénine"; par contre, pratiquement toutes les questions y sont résolues à partir de positions diamétralement opposées à celles défendues par Trotski. Jugez-en par vous-mêmes. V. I. Lénine estime que notre révolution a de bonnes perspectives de développement, tandis que Trotski estime que non, renforçant son argumentation par sa théorie de la

révolution permanente (janvier et novembre 1922). Lénine se prononce pour une certaine fusion du parti et de l'Etat, Trotski est contre. Lénine est pour l'élargissement de la composition du C.C. du parti, Trotski est pour sa réduction. Lénine est pour la réorganisation de l'Inspection ouvrière et paysanne, Trotski est pour sa liquidation. Lénine est pour le développement du Gosplan comme commission des experts, Trotski est pour sa transformation en un organe de planification opérant à court terme, etc. Et c'est dans ces conditions que V. I. Lénine aurait soudainement établi pour I. V. Staline - le camarade le plus proche de ses convictions politiques - une "carte de loup" et déblayé la route à Trotski vers les sommets du pouvoir - son principal adversaire politique?

Cette thèse ne peut pas être acceptée sans preuves; il faut la démontrer. Or, il n'existe pas de preuves fiables en dehors de la partie falsifiée du testament et des témoignages de type "Mémoires" émanant de personnages intéressés ou politiquement engagés. La partie non falsifiée du "testament de Lénine" est d'un tout autre ordre: elle met entre les mains de ses partisans des suggestions et des arguments pour poursuivre la lutte contre Trotski sur les plus importantes questions de la révolution socialiste.

Tirons les principales conclusions. Nous n'avons aucune raison d'attribuer à Lénine la paternité des documents indiqués plus haut. Ce fait exige qu'il soit procédé à une rectification appropriée des anciennes appréciations de l'héritage politique de Lénine de la dernière période de son activité, ainsi qu'à une révision de toutes les conceptions politiques, théoriques et historiques qui en découlent.

Le testament réel de V. I. Lénine, ne peut être compris qu'en le replaçant dans le contexte de la lutte politique que V. I. Lénine a menée en 1921 et 1922 contre Trotski. Cette lutte, a été menée par Lénine avec Staline comme allié loyal qui a suivi et a promu la ligne de Lénine, et qui après la mort de Lénine a porté sur ses épaules la lourde tâche de poursuivre la lutte politique contre Trotski. La partie fabriquée du "testament" peut être comprise que dans un contexte beaucoup plus large, non seulement de l'opposition du groupe léniniste au groupe de Trotski au sein du C.C. du parti, mais également de la lutte qui a commencé à l'intérieur même du groupe léniniste, principalement menée par Zinovyev et qui fut entièrement dirigée contre J. V. Staline.

Objectivement, le but politique de toutes ces contrefaçons à la manière de Lénine est d'éliminer J. V. Staline de la scène politique en se servant de l'autorité de V. I. Lénine et de modifier l'orientation politique du P.C.(b.)R. Il faut comprendre clairement que la lutte pour la fonction de premier dirigeant fut un combat historique sur la question principale de l'avenir de la révolution socialiste qu'il est malheureusement impossible d'analyser dans le cadre du présent article. Notons seulement que, dans les "archives de Trotski", au bas de la "lettre" de Lénine avec les "caractéristiques" de Staline figure la mention: "Copie vérifiée par moi. L. Trotski".

LA FALSIFICATION SE POURSUIT

Les mythes développés sur la base des dernières lettres et articles de V. I. Lénine n'ont pas cessé de se développer durant des décennies après sa mort. Les Idéologues du parti du temps de Khrouchtchev et de Gorbatchev y ont apporté leur contribution. Une partie des textes de Lénine a été soumise à des corrections de rédaction qui en ont changé le sens et leur ont imprimé un caractère antistalinien.

Par exemple, dans l'original de la lettre du 23 décembre se trouve la phrase "*J'ai besoin de Vous faire part de mes opinions ...*". Dans le texte publié, ce "**V**ous" est devenu "**v**ous", c'est à dire qu'il a été dépersonnalisé et rendu conforme à l'interprétation officielle de cette lettre comme étant adressée au congrès du parti et non pas à Staline. Bien qu'elle soit enregistrée au secrétariat de Lénine précisément comme lettre à J. V. Staline en vue du congrès, c'est à dire en liaison avec les questions à examiner au congrès. Et cela correspond entièrement à son contenu et à son vouvoiement (de politesse; - N.d.T.).

Mais Nikita Khrouchtchev avait besoin de développer sa critique de Staline et il va pour cela jusqu'à la falsification directe. Dans la phrase "une importance démesurée pour tous les -'juges' - du parti", le mot 'juge' a été transformé en 'destin' ce qui non seulement change le motif de préoccupation de V. I. Lénine, mais en plus prive la phrase de toute signification: combien le parti peut-il avoir de destins et desquels s'agit-il précisément?

Le destin du parti est unique, tandis que ses "juges" sont nombreux. Le lexique politique de V. I. Lénine des dernières années montre clairement qu'il avait en vue, sous le terme de "juge", les différents opposants qui critiquaient en permanence le Parti pour changer son orientation. Et parmi ces "juges". Trotski et Cie occupaient une place d' "honneur". C'est précisément contre ces "Juges" que V. I. Lénine a livré une longue et difficile bataille dans laquelle I. V. Staline, le destinataire de cette lettre, fut le principal appui et le principal compagnon d'armes de V. I. Lénine.

Et c'est précisément de ces " juges " dont il parle, les appelant pour la circonstance les "critiques" et "nos Soukhanov", lorsqu'il développe la thèse de la lettre en question dans le texte dicté du 26 décembre et dans son article "De notre révolution" (Y. V. I. Lénine, Oeuvres compl. t. 45, PP. 347, 383 et 385 de l'éd. en russe). La phrase "le C.C. de notre parti est en droit d'exiger 50 à 100 membres de la classe ouvrière..." a été modifiée en "... notre parti est en droit...". Le sens de cette modification est clair: chez Lénine, c'est le C.C. qui exige de la classe ouvrière 50 à 100 nouveaux membres pour élargir le C.C.; chez les falsificateurs, c'est le parti qui exige. Une telle substitution est nécessaire pour que la lettre à I. V.

Staline se transforme en lettre au congrès du parti et l'échange d'opinions avec J. V. Staline (Vous; -N.d.T.) en proposition au congrès du parti (vous; - N.d.T.). Enfin, dans la dernière phrase, l'expression "grâce à cette mesure" a été transformée en " grâce à une telle mesure".

Dans une variante de l'article de Lénine "*Comment nous devons réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne*", il y a une proposition disant que les membres de la Commission centrale de vérification devront "*veiller à ce que l'autorité de personne, ni du Secrétaire général, ni de quiconque des autres membres du C.C., ne puissent les empêcher de faire leurs enquêtes ...* " (v. V. I. Lénine, OEuvres compl., t. 45, P. 387 de l'éd. en russe).

La mention de Secrétaire général s'y trouve énoncée afin que cet article et la réorganisation de la Commission centrale de vérification et de l'Inspection ouvrière et paysanne apparaissent comme dirigés contre I. V. Staline. Or, cette mention du Secrétaire général n'a rien à voir avec V. I. Lénine, c'est-à-dire que l'on ne trouve l'expression 'Secrétaire général' ni dans les exemplaires d'archive de cet article, ni dans ses épreuves, ni dans sa publication (v. la "Pravda" du 25 janvier 1923). La phrase est ainsi: "*... l'autorité de personne ne puisse...*". Nous sommes donc bien ici en présence d'un faux avéré, d'une grossière falsification ayant pour but de créer l'apparence d'une opposition entre V. I. Lénine et I. V. Staline et, en se servant du texte de Lénine, de "documenter" leur conflit sur les questions de répartition des forces à la direction du parti, ainsi que d'étayer la thèse de la paternité de Lénine sur la partie de son "testament" exécutée " à la manière de Lénine".

UNE PROVOCATION IDÉOLOGIQUE

On sait tout le cas qui a été fait, dans les années de la prétendue "perestroïka", de l'article "De la coopération". et comment il a été tenté, à l'aide de cet article, de rayer tout ce qui avait été dit et écrit auparavant par V. I. Lénine. Cela sous le slogan de la nécessaire révision de notre manière de voir le socialisme. Et bien que, chez V. I. Lénine, ces mots ne renferment pas du tout la pensée qu'ont tenté d'y mettre les idéologues de la "perestroïka", ce n'est pas de cette interprétation qu'il s'agit à présent. Il s'agit d'une pure tromperie qu'ils ont commise. Il se trouve qu'il n'existe pas, chez V. I. Lénine, un texte unique de son article "De la coopération", mais deux variantes. La première ne satisfaisait pas V. I. Lénine, il en a commencé une seconde, laquelle ne lui plaisait pas non plus et V. I. Lénine ne put finir de traiter ce thème. En témoigne une note jointe à ce texte et dont le contenu était bien connu de tous ces loups-garous idéologiques qui ont piraté ce champ d'action idéologique en ces années-là. Il est dit dans cette note: "*Pas une seule variante n'est satisfaisante car elles renferment toutes les deux une part de thèses inexactement formulées, théoriquement inexactes, et toutes les deux demandent de la sorte à être remaniées*". Cette note est datée du 7 janvier 1923. Certes, cette note ne dévalorise pas le texte en lui-même, mais avant de prendre ces nouvelles thèses en considération comme

partie intégrante de l'héritage de Lénine, il faut commencer par les comprendre; avant de construire à partir de ces thèses de nouvelles conceptions idéologiques, politiques et théoriques, il faut commencer par établir en quoi au juste V. I. Lénine en était mécontent. La falsification de l'héritage de Lénine a consisté, dans ce cas, à dissimuler intentionnellement des documents qui éclairent l'étude par V. I. Lénine des problèmes de l'édification du socialisme dans les deux variantes de cet article et sur son attitude par rapport à ces textes.

DE BOUKHARINE à KHROUCHTCHEV JUSQU'A GORBATCHEV

L'affirmation suivant laquelle l'article "De la coopération" serait le sommet de la pensée léniniste remonte à Boukharine. Passant par Khrouchtchev, cette thèse arrive jusqu'à Gorbatchev et là, sous nos yeux, cette bombe idéologique, dissimulée sous le testament de Lénine, explose, parachevant la destruction du parti (déjà "débolchévisé" depuis l'époque Khrouchtchevienne) et de la société socialiste déjà déformée, décomposée de l'intérieur.

Cela s'est produit parce que ce mensonge prémédité a servi un important mobile politique occulte. Ce mensonge, a fourni à Boukharine, des arguments à l'appui de sa thèse de l'intégration des koulaks dans le socialisme et de l'extinction de la lutte des classes au fur et à mesure de la progression vers le socialisme. A Khrouchtchev, il a servi de base pour critiquer la thèse "stalinienne" (en fait, marxiste-léniniste) suivant laquelle dans la situation d'un encerclement capitaliste, plus les succès du socialisme seront considérables, plus les restes des classes exploiteuses *"essayeront par tous les moyens de renverser l'état socialiste, ils saboteront encore et encore l'État soviétique, en vue de sauvegarder leurs privilèges"*.. La critique de cette thèse a servi de base à Khrouchtchev dans sa campagne débridée de calomnies contre J. V. Staline.

Pour Gorbatchev, ce mensonge a apporté des éléments à la thèse du caractère erroné de la voie idéologique suivie dans l'édification du socialisme, à faire accepter une autre voie non socialiste, accepter le capitalisme, la nécessité de la démolition de l'URSS, à nous persuader que nous nous sommes égarés et que nous n'avons pas lieu de nous cramponner à ce socialisme, d'attacher du prix à son histoire... Du reste le lecteur sait bien lui-même ce qu'il en était et ce qu'il en est advenu.

V. A. SAKHAROV, docteur ès sciences historiques

LE MENSONGE DU TESTAMENT DE LENINE⁴

NOUVEAU et BREF AVANT-PROPOS

L'Affaire du prétendu "Testament de Lénine" a dérouté des générations de militants et a joué un certain rôle dans le ralliement de militants honnêtes à la cause du Trotskisme. Heureusement pour les marxistes-léninistes, cette falsification de l'histoire a été plus ou moins réfutée d'une manière convaincante dans son intégralité.

Dans le cadre de l'étude des archives qui a débutée après la chute du prétendu «état socialiste», des lettres écrites par J.V.Staline à son camarade de lutte Viacheslav Molotov ont été retrouvées, traduites et publiées dans le recueil : *"lettres de Staline à Molotov"*; édité par Lars T.Lih, Oleg V.Naumov et Oleg V.Khlevniuk; Yale University Press; Yale University press; New Haven; ISBN : 0-300-06211-7.

Bien que presque toutes les lettres portent sur le travail interne du PCUS, celles qui sont numérotées 6-8 traitent en détail de la prétendue affaire du "Testament". De plus, pour donner un sens aux lettres de Staline, les éditeurs ont aussi inclus dans leur recueil un très long mémorandum interne rédigé par Staline pour le Politbureau sur les machinations de Trotsky dans cette affaire. Ce mémorandum porte la référence suivante dans les archives : "RTsKhIDNI.f.17, op.3, d.507, II.8-23."

Associé aux lettres – c'est un document d'une valeur inestimable tant pour les Léninistes-marxistes et tous ceux qui veulent comprendre l'histoire réelle tant du « Testament » que des manœuvres de Trotski. L'article suivant met l'accent sur les points essentiels de l'histoire, telle qu'elle a été analysée premièrement par Staline lui-même et ensuite par les éditeurs des lettres re-découvertes. En conclusion, Alliance pose une question pertinente : Pourquoi finalement, le Politbureau a-t-il contrecarré le projet de Staline d'exposer, clairement et publiquement l'affaire. Question qui en entraîne une autre sur l'intégrité de quelques membres principaux du Komintern.

⁴ Cet article a été d'abord publié en 1994 dans le numéro 15 du journal Nord américain ML « Alliance », puis ensuite reproduit dans la brochure. « Le mensonge du Testament de Lénine » édité par « North Star Compass »- Toronto, 1997.

LE CONTEXTE DES EVENEMENTS

Max Eastman était un membre américain du Parti communiste, marié à une russe et il est devenu un proche allié de Trotski. Il a publié aux États-Unis, un livre intitulé « Since Lenin Died » en 1925. Ce livre accuse Staline d'avoir caché le « testament de Lénine ». Il prétend en outre, que Trotski a été injustement attaqué. Cette « révélation » selon laquelle Staline aurait "détruit le Testament" a naturellement fait scandale dans le mouvement international.

Peu importe que Staline ait insisté pour qu'une discussion ouverte de cette question ait lieu dans le PCUS (B). Toutes les accusations ont été largement reprises après que le journal du Parti Communiste Français, L'Humanité les ai publiées. Que divers documents internes, enfreignant les règles du parti, fussent publiés par la presse communiste publique était bien sûr une question sérieuse. Pourquoi ? Parce que cette manœuvre ressemblait à un acte provocateur visant à discréditer le PCUS (B), et ce fut bien le cas.

Immédiatement après cette provocation internationale, dans le monde entier, beaucoup d'opposant firent la cour à Trotski. Peu importe que les faits aient été déformés (Comme l'interdiction de contact avec Lénine pour tout le monde sauf pour Trotski et Krapuskaia etc.) . Peu importe, qu'en plus, Staline ait offert sa démission et que le Politbureau, y compris Trotski l'ait refusé. Les conséquences de cette propagande internationale et de ces allégations étaient claires. L'organisation d'une discussion ouverte était la seule façon de les combattre.

Staline a alors de nouveau insisté, sur la publication ouverte de tous les détails de l'affaire, y compris les lettres échangées entre Staline et Trotski. Mais le Politbureau refusait toujours de prendre cette décision, bien que Trotsky ait été maintenant clairement désigné comme bénéficiaire de la manipulation des faits. Trotsky a essayé de se défendre dans une première lettre. Néanmoins, on lui a demandé de publier un démenti dans la presse. Il a présenté un projet de lettre à envoyer.

Un comité composé de Staline, Boukharine, Rykov et Zinoviev a examiné de près ce premier "projet" de lettre. Dans celle-ci, Trotsky donne une version très édulcorée des événements. Devant cette esquivance flagrante de Trotski, il lui a été demandé une déclaration plus honnête et plus explicite sur l'Affaire Eastman. Le comité a aussi apporté quelques nouvelles clarifications sur des faits que Trotski avait essayé d'éluder. Staline a essayé d'obtenir que tous les documents soient imprimés et distribués à tout le Comité Central. Mais cette demande ne fut pas suivie d'effet. Staline aurait voulu faire publier le livre (d'Eastman - N.d.T) plus ouvertement à destination de la presse communiste internationale.

Récapitulons :

- 1) Staline était pour la pleine publication de toute la correspondance appropriée traitant du Testament et du livre d'Eastman et a défendu cette position au sein du Politbureau.
- 2) le Politbureau a accepté que les manœuvres de Trotski soient connues, mais ils ont refusé de publier ouvertement tous les détails. Il a quand même été d'accord pour que Trotski rédige "un démenti".
- 3) Trotski a écrit un premier "brouillon de lettre" édulcoré qui minimise son rôle. Mais le Politbureau à la suite de l'insistance de Staline dénonçant dans un exposé les manœuvres de Trotski, l'a forcé à s'étendre sur la question.

On peut voir tout à fait clairement le tableau général des événements qui apparaît dans le mémorandum détaillé que Staline a écrit au Politbureau expliquant comment l'affaire en est arrivée là et les manœuvres diverses et le mensonge de Trotski sur cette question. Ce mémorandum est tiré de l'édition nouvellement publiée "des Lettres de Staline à Molotov". Ces lettres apportent beaucoup de lumière sur les débats internes du parti. C'est un long extrait, mais qui vaut bien la peine d'être cité, pour comprendre clairement le rôle que Trotski a joué dans toute l'affaire.

Le texte suivant est le mémorandum envoyé par le Camarade Staline au Politbureau décrivant le cours des événements et demandant de prendre des mesures. Au moment de la rédaction de ce mémorandum - la presse internationale incluant L'Humanité ne possédait (en réalité - comme nous verrons, n'avait pas reçu les « fuites ») pas les originaux de la correspondance et du prétendu "Testament". Staline réagissait aux signaux clairs lancés par des Camarades du mouvement international, comme Albert Inkpin du Parti communiste de Grande-Bretagne, qui avaient compris qu'une provocation majeure avait lieu.

Voici le texte du mémorandum de Staline :

MEMORANDUM DE STALINE

**« À TOUS LES MEMBRES ET LES CANDIDATS DU POLITBURO
ET DU PRÉSIDIUM DE LA COMMISSION CENTRALE DE CONTRÔLE: »**

Le 8 mai de cette année, le POLITBURO a reçu une déclaration de Trotsky adressé "au Camarade Eric Verney" du périodique 'Sunday Worker' en réponse à la demande d'Eric Verney au sujet d'un livre écrit par Eastman ' Une fois Lenin Died '. Publié et largement cité dans la presse bourgeoise 'Once Lenin Died', qui présente le Camarade Trotski comme une "victime d'intrigues" et qui laisse entendre aux lecteurs que Trotski considère la démocratie et le

libre-échange d'un oeil favorable. Face à ces affirmations, Eric Verney a demandé au Camarade Trotski de fournir des explications en vue de leur publication dans le 'Sunday Worker'.

La déclaration du Camarade Trotski, comme on le sait, a été publiée le 9 mai 1925 dans le numéro 104 de la Pravda.

A l'époque Je n'ai personnellement prêté aucune attention à la déclaration du Camarade Trotski parce que je n'avais aucune idée sur la nature du livre d'Eastman.

Le 9 mai 1925, le Camarade Trotski a reçu une demande du Comité Central du Parti communiste britannique signé par le Camarade Inkpin portant sur le livre d'Eastman. Le Camarade Inkpin demande au Camarade Trotski de faire une mise au point concernant le livre d'Eastman, parce que "les ennemis du Communiste International dans notre pays exploitent votre position dans le Parti communiste."

Voici le texte intégral de la lettre d'Inkpin :

9 mai 1925.

Au Camarade L. Trotski.

« Cher Camarade Trotski, Le Comité Central du parti communiste britannique m'a chargé de vous envoyer la copie ci jointe du livre de Max Eastman, 'Since Lenin Died' et Les éditions du 'New Leader', 'Lansbury's Weekly', et du 'Labour Magazine' contenant des compte rendus critiques du livre. Ces critiques vous montreront comment les ennemis du Communiste International dans notre pays exploitent votre position par rapport au Parti communiste russe.

Notre Comité Central considère qu'il serait très utile si vous écriviez une réponse à ces critiques. Un tel article rendrait un grand service au mouvement Communiste dans notre pays. De notre côté nous tout notre possible pour le faire connaître le plus largement possible. Avec nos salutations Communistes, Le Secrétaire général Inkpin. »

Trotski a écrit la réponse suivante:

« Cher Camarade Inkpin, votre lettre du 9 mai a été apparemment écrite avant que ma réponse à l'enquête de 'Sunday Worker' n'ait été reçue à Londres. Ma brochure "Where Is England Headed?" est, je l'espère, une réponse suffisante à toutes les tentatives des pacifistes de Fabian, des carriéristes parlementaires, des Philistins et des MacDonalld pour utiliser les divers événements dans notre parti comme preuve de l'avantage du réformisme sur le communisme et de la démocratie sur la dictature du prolétariat. Aussitôt que ma brochure aura été examinée par Le Comité Central de notre parti, je vous enverrai sans délais le manuscrit. Avec mes salutations Communistes, L. Trotski - mai 1925. »

En même temps, le Camarade Trotski a envoyé au POLITBURO, à l'intention du Camarade Staline, une lettre datée le 19 mai 1925, où le Camarade Trotski, sans fournir une réponse directe aux questions soulevées par le Camarade Inkpin, escamote la question en faisant

référence à sa brochure "Where Is England Headed?" qui n'a aucun rapport à l'enquête du Camarade Inkpin.

Voici Le texte de La Lettre du Camarade Trotski :

« Au Camarade Staline.

Cher Camarade

Pour éviter tout malentendu, Je considère nécessaire de vous transmettre l'information suivante sur le livre anglais de Max Eastman, 'Since Lenin Died', je vient de recevoir ce livre et l'ai parcouru rapidement. J'ai rencontré M. Eastman présent comme communiste américain à l'un des premiers congrès internationaux du Komintern. Il y a trois ou quatre ans, Eastman m'a demandé de l'aider à écrire ma biographie. J'ai refusé, suggérant qu'il fasse un travail d'un intérêt plus général. Dans une lettre, Eastman m'a répondu que l'ouvrier américain s'intéresserait au communisme non pas par la théorie ou par l'histoire, mais par l'intermédiaire d'un récit biographique. Lui et d'autres auteurs américains envisageait de faire des biographies de plusieurs révolutionnaires russes une arme de propagande Communiste. Eastman m'a demandé de lui donner les fournir les données nécessaires et par la suite de corriger le manuscrit. J'ai répondu qu'à la suite de ses explications je ne pouvais refuser de lui fournir les informations nécessaires, mais j'ai catégoriquement refusé de lire le manuscrit et de prendre ainsi la responsabilité directe ou indirecte de la biographie. Par la suite j'ai communiqué à Eastman des informations touchant aux vingt-deux premières années de ma vie, avant que je n'arrive à Londres en 1902. Je sais qu'il a rendu visite à mes parents et camarades de classe et a rassemblé des matériaux sur cette période. La collecte de ces informations lui a donné, apparemment, l'occasion d'écrire un livre ' Lev Trotsky : Portrait d'un Jeune homme ', dont l'annonce se trouve sur la couverture du livre ' Since Lenin Died '.

J'ai vu pour la dernière fois Eastman il y a plus d'un an et demi; Je n'ai plus eu de contact avec lui depuis lors. Je n'étais pas au courant de son intention d'écrire un livre consacré à la discussion dans notre parti. Et même bien sûr, si cela était déjà le cas pendant la période où il m'a rencontré pour rassembler des faits sur ma jeunesse. Il va de soi qu'il n'a jamais reçu de moi ou par moi, des documents du parti. Eastman, cependant, parle et écrit couramment le russe. Il a beaucoup d'amis dans notre parti, a épousé à une Communiste russe comme je l'ai appris récemment et avait par conséquent libre accès à toute notre littérature de parti, y compris, évidemment aux documents qui ont été envoyés aux organisations locales, distribués aux membres du XIII Congrès du Parti, etc. Je n'ai pas vérifié s'il a cité exactement ces documents ou travaillé à partir de la rumeur. La Presse des mencheviks britannique essaye d'utiliser le livre d'Eastman contre le communisme, le secrétaire du Parti communiste britannique m'a envoyé, avec le livre d'Eastman, trois éditions typiques des publications des Mencheviks qui publient des articles au sujet de ce livre. En attendant, mon télégramme est supposé avoir été publié

dans Le 'Sunday Worker' (il y a une mention de cela dans Le 'Daily Herald'). Je pense que ma brochure "Where Is England Headed?" est tout à fait opportune dans ces circonstances et dissipera beaucoup d'illusions et beaucoup de commérages répandus par Les Mencheviks et la presse bourgeoise. J'ai l'intention de rédiger un supplément approprié pour l'édition anglaise. Dans une conversation privée, je vous ai dit que pendant six mois je n'ai pas reçu de documents du Komintern. Particulièrement je n'ai aucune idée en quoi "L'enquête" Treint m'implique. À ce jour je ne sais pas pourquoi Rosmer et Monatte ont été expulsés du parti, je ne connais pas quels sont leurs désaccords avec le parti et je ne connais pas ce qu'ils publient ou même s'ils publient quoi que ce soit du tout. "
 Avec mes salutations Communistes,
 L. Trotsky, Moscou, Le 19 mai 1925. »

C'est seulement après cette lettre du Camarade Trotski et parce que le Camarade Trotski a obstinément refusé de répondre directement aux questions du Camarade Inkpin sur le livre d'Eastman qu'il est devenu clair pour moi qu'il fallait prendre immédiatement connaissance du contenu de ce livre. La lecture du livre d'Eastman m'a convaincu qu'il n'a pas été écrit naïvement, que son but est de discréditer le gouvernement de l'URSS et le Comité Central du Parti communiste russe et que dans ce but Eastman se livre à une série de calomnies et des altérations, se référant à l'autorité de Trotski, à son "amitié" avec Trotski et à quelques documents secrets qui n'ont pas encore été publiés. J'ai été particulièrement étonné par les déclarations d'Eastman concernant ses "bavardages" avec le Camarade Trotski sur le prétendu testament de Lénine et "sur les personnalités principales du Comité Central," et aussi par l'affirmation d'Eastman que l'authenticité de son texte sur le prétendu testament de Lénine a été confirmé par "trois Communistes responsables en Russie," que "j' (c'est-à-dire Eastman) ai interviewé séparément et qui avait tout récemment lu la lettre (la prétendue lettre de Lénine au Congrès- NdT) et avaient encore en mémoire les expressions les plus essentielles."

Etant donné tout je viens d'exposer, pour moi, il est clair que ce serait non seulement intolérable mais franchement criminel de cacher la question des rapports du Camarade Trotski avec Eastman et son livre ' Since Lenin Died '. Aussi, après discussion de la question avec les secrétaires du Comité Central, j'ai demandé à ce que le livre d'Eastman soit traduit en russe et la traduction envoyée aux membres de POLITBURO et des candidats pour qu'ils en prennent connaissance.

J'ai été obligé d'agir ainsi parce que, en déjà, le monde le bourgeois et les partis sociaux démocrates ont commencé à utiliser le livre d'Eastman dans la presse étrangère contre le Parti communiste russe et le gouvernement soviétique : Ils profitent du fait que dans leur campagne contre les leaders du gouvernement soviétique ils peuvent maintenant compter sur "les preuves"

apportées par "le Communiste Eastman", "un ami" du Camarade Trotski qui a eu "des entretiens" avec lui, sur le fait que la Russie est gouvernée par une bande d'usurpateurs irresponsables et fourbes.

Je ne doute pas du caractère diffamatoire de ce livre d'Eastman et qu'il sera énormément profitable à la contre-révolution mondiale (et c'est déjà le cas !) Et qu'il causera des dégâts sérieux au mouvement révolutionnaire dans le monde entier. C'est pourquoi je pense que le Camarade Trotski, sur lequel Eastman de temps en temps s'appuie dans son livre quant il parle des leaders du Parti communiste russe et du gouvernement révolutionnaire soviétique, ne peut rester silencieux sur ce livre.

Je ne pense pas que la proposition présente de communiqué à la Presse du Camarade Trotski ne réponde pas aux questions fondamentales ouvertes par le livre d'Eastman qui sont aussi des questions fondamentales dans nos discussions. Laissons le parti et le jugement International décider qui a raison et quelle est la position politique correcte, la position du Comité Central ou la position du Camarade Trotski. Mais certaines obligations minimales reposent sur des membres du parti. Un membre du Comité Central et du POLITBURO, comme l'est en ce moment le Camarade Trotski, a un certain devoir moral minimal que le Camarade Trotski ne peut pas et ne doit pas refuser. Ce minimum exige que le Camarade Trotski se prononce dans la Presse explicitement contre les grosses altérations des faits que tout le monde connaît, des altérations contenues dans le livre d'Eastman dans le but de discréditer le Parti communiste russe. Évidemment le silence du Camarade Trotski ne peut qu'être dans ce cas interprété que comme une confirmation ou une excuse de ces altérations.

Je pense que le Camarade Trotski devrait au moins réfuter les altérations suivantes :

1) Dans la section, "*L'attaque de La Vieille Garde*" le petit livre d'Eastman dit que "la lettre de Trotsky [il s'agit d'un appel aux comités locaux en 1922 en rapport avec la résolution du POLITBURO sur la démocratie interne du parti -J. V.Stalin] et quelques autres articles sous forme de brochure ont été pratiquement détruits par le Politburo. Plus loin dans le Chapitre 9 du livre d'Eastman, il est dit que le livre de Trotski (référence : Volume 3 des oeuvres de Trotsky et les Leçons d'octobre -J.V.Stalin] a été pratiquement détruit par le Politburo aussitôt qu'ils [le Comité Central du Parti communiste russe] aient été sûrs du succès de leur manœuvre. Finalement, le chapitre 14 du livre d'Eastman dit que : "*Les véritables textes de Trotsky ne paraissent pas publiquement pour réfuter leurs [c'est-à-dire le Comité- Central J.V.Stalin] déclarations. Ces textes sont lus confidentiellement, consciencieusement, par des esprits qui ont le courage et la force pour résister à l'hystérie officielle universelle stimulée et soutenue par L'État*".

Je pense que le Camarade Trotski doit réfuter ces déclarations par Eastman comme des calomnies malveillantes contre le parti et le gouvernement soviétique. Le Camarade Trotski n'est pas sans savoir que ni pendant les discussions du parti de 1913 ou de 1914, ni à tout autre moment, le Comité Central n'a entravé en aucune façon l'impression des articles et des livres du Camarade Trotski. Particulièrement le Camarade Trotski doit se rappeler que pendant la discussion de 1913 il a lui-même refusé dans sa déclaration bien connue de répondre dans la Presse aux arguments des représentants de la majorité du parti. Il doit aussi se rappeler la déclaration suivante "des Rédacteurs" de Pravda, l'organe central du parti: « *Les Rédacteurs, en réponse à la question posée par un certain nombre de camarades concernant pourquoi Le Camarade Trotski ne répond pas à la critique du Trotskisme, Les rédacteurs de La Pravda déclarent que jusqu'ici Le Camarade Trotski ni ses partisans proches n'ont soumis un quelconque article en réponse à la critique du Trotskisme* » (voir *La Pravda*, no 184 [Le 13 décembre 1914]).

2) dans le second chapitre du livre Eastman accuse : « *Le Leader du Parti communiste russe d'avoir détruit Les écrits de Lénine* »; et dans *Le Chapitre 9* il dit qu'ils, c'est-à-dire *Les Leaders du parti, "ont abattu la censure sur ses [c'est-à-dire Lénine - J.V.Staline] dernières adresses à son parti* ».

Je pense que le Camarade Trotski devrait aussi réfuter ces déclarations d'Eastman comme un mensonge et comme de la diffamation contre les leaders du parti, le Comité Central et son Politbureau. Trotski sait bien, comme tous les autres membres du Comité Central que les comptes rendus d'Eastman ne correspondent pas même à un infime degré, à la réalité.

3) Dans le deuxième chapitre de son livre, Eastman déclare que : « *Tout les présents à la réunion, y compris Les secrétaires, étaient non seulement contre la politique proposée par Lénine, mais ils étaient contre la publication de l'article* » [il est fait référence à l'article de Lénine "Comment nous devrions réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne"-J. Staline].

Je pense que le Camarade Trotski devrait aussi réfuter cette déclaration d'Eastman comme une calomnie évidente. Il doit se souvenir, d'abord, que le plan de Lénine exposé dans son article n'a pas été encore aujourd'hui discuté à fond. Deuxièmement, que le Politburo a été convoqué pour examiner le passage de l'article de Lénine portant sur un schisme possible du Comité Central -Contenu qui aurait pu provoquer un malaise dans les organisations du parti. Le Camarade Trotski ne peut ignorer, que le Politburo a alors décidé d'envoyer aux organisations du parti, en plus de l'article imprimé de Lénine, une lettre spéciale de l' « Orgburo » et du Politburo du Comité Central. Cette lettre expliquait que l'article ne devrait pas être interprété comme révélateur d'un quelconque schisme dans le

Comité Central. Le Camarade Trotski doit savoir que la décision de publier l'article de Lénine a été prise immédiatement. Cette publication était accompagnée d'une lettre des membres de l'Orgburo et du Politburo démentant unanimement l'existence d'un schisme dans le Comité Central. La rumeur selon laquelle la décision de publier l'article de Lénine par le Politburo, a été prise sous la pression du Camarade Trotski est d'une absurdité ridicule.

Voici le texte de la lettre :

Chers Camarades, Le 25 janvier, Le numéro 16 La Pravda a publié l'article de Lénine "Comment Nous Devrions Réorganiser Rabkrin." Une partie de cet article parle du rôle du Comité Central de notre parti et la nécessité de prendre les mesures organisationnelles qui élimineront la perspective - ou qui rendraient aussi difficile que possible - un schisme dans le Comité Central si des relations mutuelles entre le prolétariat et la paysannerie en venaient à se compliquer en liaison avec les changements découlant de la NEP. Quelques camarades ont attiré l'attention du Politburo sur le fait que les camarades dans les provinces peuvent percevoir cet article du Camarade Lénine comme une indication d'un schisme interne récent dans le Comité Central et qui aurait incité le Camarade Lénine à avancer les propositions organisationnelles décrites dans son article. Pour éliminer la possibilité de telles conclusions - qui ne correspondent pas du tout à la réalité - le Politburo et l'Orgburo ont considéré qu'il était nécessaire d'informer les comités provinciaux des circonstances entourant l'écriture de cet article par le Camarade Lénine.

Le retour du Camarade Lénine à un travail ardu après sa maladie l'a conduit jusqu'à l'épuisement. Les docteurs ont jugé nécessaire de prescrire au Camarade Lénine une certaine période de repos absolu avec interdiction de lire des journaux, puisque le Camarade Lénine lisait des journaux bien sûr, non pour se divertir et se détendre mais pour réfléchir intensément sur toutes les questions politiques actuelles. Il va de soi que le Camarade Lénine ne participe pas aux sessions du Politburo et il ne reçoit même pas - à nouveau, en application des conseils de ses docteurs - les transcriptions des sessions du Politburo et l'Orgburo. Les docteurs croient, cependant, que parce que l'inactivité mentale complète lui est intolérable, on doit permettre à Lénine de tenir quelque chose comme un journal, dans lequel il note quant il le souhaite, ses réflexions sur des questions diverses, de plus, une partie de ce journal peut être publié dans la Presse. C'est dans ces conditions que fut écrit "Comment Nous Devrions Réorganiser Rabkrin" et cela démontre que les propositions contenues dans cet article sont suggérées non pas à la suite de n'importe quelles complications à l'intérieur du Comité Central, mais par une vue générale du Camarade Lénine sur les difficultés que pourrait affronter le Parti dans une époque historique future.

Dans cette lettre strictement informationnelle nous ne parlerons pas des possibles dangers à long terme que le Camarade Lénine a effectivement soulevés dans son article. Les membres du Politburo et

de l'Orgburo, cependant, veulent exprimer à l'unanimité, pour éviter tout malentendu, que dans le travail du Comité Central il n'y a absolument rien qui puisse alimenter une quelconque crainte au sujet d'un schisme. (souligné par Staline) "

Cette mise au point est donnée sous la forme d'une lettre strictement secrète, plutôt que sous la forme d'une publication dans la Presse, pour éviter de donner aux ennemis l'occasion de provoquer la confusion et l'agitation par des comptes rendus faux de l'état de santé du Camarade Lénine. Le Comité Central ne doute pas que si quelqu'un dans les provinces a tiré des conclusions alarmistes décrites au début de cette lettre à partir de l'article du Camarade Lénine, les comités provinciaux rectifieront sans délais l'orientation des organisations du parti.

aux Membres du Politburo et Orgburo du Comité Central du Parti communiste russe :

*Andreev, Molotov, Boukharine, Rykov, Dzerzhinsky, Staline, Kalinin, Tomski, Kamenev, Trotski, Kuibyshev
Moscou, Le 27 janvier 1923.*

3) **Le chapitre 3 du livre d'Eastman parle "du testament" de Lénine.**

4)

"Une des propositions la plus solennelle et soigneusement pesée qui ne soit sorti du stylo de Lénine a été supprimée - dans les intérêts du 'Léninisme' - par le triumvirat des 'vieux Bolcheviks', Staline, Zinoviev et Kamenev... Ils ont décidé qu'elle serait seulement lue et expliquée confidentiellement aux délégués - c'est-à-dire la bureaucratie, - mais pas diffusée dans le parti pour être discuté, selon les directives de Lénine » [28-29].

Je pense que le Camarade Trotski devrait aussi réfuter cette déclaration d'Eastman comme une calomnie malveillante.

Premièrement, il sait pertinemment que "le testament" de Lénine a été envoyé au Comité Central exclusivement pour le Congrès du Parti. Deuxièmement, que ni Lénine ni la Camarade Krapuskaia n'ont "exigé" ou de n'importe quelle manière proposé, de faire du "testament" un sujet "de discussion dans tout le Parti". Troisièmement, que "le testament" a été lu à toutes les délégations au Congrès sans exception, c'est-à-dire à tous les membres du Congrès sans exception. Quatrièmement, que quand le présidium de Congrès a demandé au Congrès si tout le monde connaissait "le testament" et s'il fallait engager une discussion, le congrès a répondu que le "testament" était connu de tous et qu'il n'y avait pas besoin d'en discuter. Cinquièmement, ni Trotski ni aucun autre membre du Congrès n'a protesté contre de possibles irrégularités au Congrès. Sixièmement, qu'en conséquence, parler de supprimer "le testament" est une calomnie malveillante contre le Comité Central et le XIII Congrès de Parti.

5) Le deuxième chapitre du livre d'Eastman dit que « *L'article [il est fait référence à l'article de Lénine sur la question des nationalités. J. Staline] que Lénine considérait comme ayant 'une haute importance', conçu pour être lu à un Congrès du parti. Mais contenant une attaque directe à l'autorité de Staline et un renforcement correspondant de l'autorité de Trotski, il n'a pas été lu au Congrès du parti. Le triumvirat ayant décidé qu'il était préférable pour Le Parti de le supprimer .* »

Je pense que le Camarade Trotski devrait aussi réfuter cette déclaration d'Eastman comme clairement diffamatoire.

Il sait bien, premièrement, que l'article de Lénine a été lu par tous les membres du Congrès sans exception, comme exposé plus haut à une réunion plénière du Congrès.

Deuxièmement, que c'est le Camarade Staline en personne qui a proposé la publication de l'article de Lénine, ayant soutenu le 16 avril 1923, dans un document connu de tous les membres du Comité Central, la position suivante "*Camarades, L'article de Lénine doit être publié dans La Presse*".

Troisièmement, que l'article de Lénine sur les nationalités n'a pas été publié dans la Presse simplement parce que le Comité Central a respecté la position de la sœur de Lénine, Maria Ilinichna, qui détenait l'article de Lénine et qui considérait qu'il n'était pas possible de le publier. La Camarade Fotieva, la secrétaire personnelle de Lénine, l'écrit dans un document spécial daté le 19 avril 1923, en réponse à la proposition de Staline d'imprimer l'article : « *Maria Ilinichna [La sœur de Lénine - J. Staline] a déclaré,* » écrit la Camarade Fotieva, « *du fait qu'il n'y avait pas eu une demande personnelle de Lénine pour publier cet article, il ne doit pas être imprimé, et qu'elle considère simplement possible que les délégués au Congrès en prennent connaissance...* », et, en fait, la Camarade Foetiveva ajoute « *Vladimir Illich ne considérait pas cet article comme terminé et prêt à être publié* »

Quatrièmement, que la déclaration d'Eastman selon laquelle le Congrès n'a pas été informé de l'article de Lénine est une calomnie contre le parti.

6) Dans le deuxième chapitre de son livre, Eastman, parmi d'autres choses, écrit la chose suivante au sujet du "testament" de Lénine : "*il n'y a aucun mystère dans l'origine de tout cela et de l'information précédente; elle se trouve dans des documents officiels volés par les contre-révolutionnaires et publiés en russe, à Berlin, dans le ' Sotzialisticheskij Vestnik ' [Socialist herald]"*

Ici Eastman déforme à nouveau la vérité. Ce n'est pas "le testament" de Lénine mais une altération malveillante qui a été publiée dans ' Sotsialisticheskij vestnik. '

Je pense que le Camarade Trotski devrait faire une déclaration au sujet de cette altération.

7) Dans le deuxième chapitre du livre d'Eastman, le Camarade Kuibyshev est faussement dépeint comme un adversaire du plan de Lénine exposé dans l'article de l'Inspection ouvrière et Paysanne: *"Le degré auquel la politique décrite par Lénine a été suivie peut être déduit du fait que Kuibyshev est maintenant Commissaire du peuple à l'Inspection Ouvrières et Paysanne et Le chef du Comité de Contrôle Central du parti"*.

Autrement dit, il semble que quand le Comité Central et le Congrès du Parti ont nommé le commissaire Kuibyshev à l'Inspection Ouvrière-Paysanne et président de la Commission Centrale de Contrôle, ils n'ont pas eu l'intention de mettre en oeuvre le plan de Lénine, mais de le saboter et entraîner son échec.

Je pense que le Camarade Trotski devrait aussi faire une déclaration contre cette déclaration diffamant le parti, car il sait que, d'abord, le XII Congrès du Parti a adopté le plan de Lénine, développé dans l'article sur l'Inspection Ouvrière et Paysanne. Deuxièmement, que le Camarade Kuibyshev était et reste un partisan et un promoteur de ce plan. Troisièmement, que le Camarade Kuibyshev a été élu président de la Commission de Contrôle Centrale au XII Congrès (réélu au XIII Congrès) en présence du Camarade Trotski et sans aucune objection de sa part ou d'autres membres du Congrès. Quatrièmement, le Camarade Kuibyshev a été nommé chef de l'Inspection Ouvrière-paysanne au plénum du Comité Central du 26 avril 1923 en présence du Camarade Trotski et sans aucune objection de sa part.

8) Eastman écrit dans le premier chapitre de son livre :

"Quand Lénine est tombé malade et a été contraint de se retirer du Gouvernement, il s'est tourné de nouveau vers Trotski et lui a demandé de prendre sa place comme Président du soviét des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de La Défense". Eastman répète la même chose dans le deuxième chapitre de son livre : *"Il [c'est-à-dire le Camarade Trotski-J. Staline] a refusé la proposition de Lénine de devenir Le chef du Gouvernement soviétique et ainsi du mouvement révolutionnaire dans Le monde"*.

Je ne pense pas que cette déclaration d'Eastman, qui, en passant, ne correspond pas du tout à la réalité, puisse nuire au gouvernement soviétique de n'importe quelle façon. Néanmoins, à cause de l'altération brutale par Eastman des faits en question concernant le Camarade Trotski, le Camarade Trotski doit se prononcer contre cette altération indéniable aussi. Le Camarade Trotski sait très bien que Lénine lui a proposé, non pas le poste de président du Conseil de Commissaires et le Conseil de Défense et du Travail, mais le poste d'un des quatre députés du Conseil de Commissaires et du Conseil de Défense de Travail, ayant déjà en tête deux députés qui avait été précédemment nommé, les Camarades Rykov et Tsiurupa et avec l'intention de nommer un troisième député, le Camarade Kamenev.

Voici le document correspondant signé par Lénine :

« Au Secrétaire du Comité Central, Camarade Staline. Comme Le Camarade Rykov a pris des vacances avant Le retour de Tsiurupa (on s'attend à ce qu'il arrive Le 20 septembre) et que Les docteurs m'ont promis mon retour au travail (d'abord très limité) en octobre (bien sûr, seulement dans Le cas où rien de mal n'arrive d'ici là), je pense qu'il est impossible de charger d'affectation Le Camarade Tsiurupa à cause de tout Le travail en cours et je propose de nommer encore deux députés (un député au commissariat du Conseil de Commissaires et un député au Conseil de Défense de Travail), c'est-à-dire deux Camarades : Trotski et Kamenev. Répartissez Le travail entre eux avec mon autorisation et, bien sûr, avec celle du Politburo en tant qu'autorité la plus haute. "Le 11 septembre 1922. V. Oulianov Lénine. »

Le Camarade Trotski doit être conscient qu'il n'y eut aucune autre offre à l'époque ou aujourd'hui du Camarade Lénine quant à sa nomination à la direction du Conseil de Commissaires ou du Conseil de Défense de Travail. Le Camarade Trotski a rejeté, non pas le poste de président du Conseil de Commissaires ou du Conseil de Défense de Travail, mais le poste d'un des quatre députés du Conseil. Le Camarade Trotski sait que le Politburo a voté la proposition de Lénine comme suit. Pour la proposition de Lénine : Staline, Rykov, Kalinine. Abstention : Tomski, Kamenev. Le Camarade Trotski "a catégoriquement refusé" et Zinoviev était absent. Le Camarade Trotski sait que le Politburo a publié la résolution suivante sur cette question :

"Le Politburo du Comité Central note avec regret Le refus catégorique du Camarade Trotski et proposé au Camarade Kamenev qu'il assume Le poste de député jusqu'au retour du Camarade Tsiurupa."

Les altérations propagées par Eastman, comme vous pouvez le voir, sont évidentes. Ces huit points, à mon avis, sont les altérations les plus grossières d'Eastman, le Camarade Trotski est dans l'obligation de les réfuter s'il ne veut pas cautionner par son silence les attaques calomnieuses et objectivement contre-révolutionnaires d'Eastman contre le parti et le gouvernement soviétique.

Voilà pourquoi, je sou mets la proposition suivante au Politburo :

DEMANDER AU CAMARADE TROTSKI QU'IL SE DESOLIDARISE CLAIREMENT D'EASTMAN ET QU'IL FASSE UNE DÉCLARATION A LA PRESSE RÉFUTANT CATÉGORIQUEMENT AU MOINS CES ALTÉRATIONS QUI ONT ÉTÉ DÉCRITES DANS LES HUIT POINTS MENTIONNÉS CI-DESSUS.

Quant au profil politique général de M. Eastman, qui se dit Communiste, il ne diffère pas des autres ennemis du PCB [le Parti communiste russe] et du gouvernement soviétique. Dans son livre il caractérise le Congrès du PCB comme " impitoyable" et "de bureaucratie dure," le Comité Central du parti comme "une bande de menteurs" et "d'usurpateurs", la proposition de Lénine (a la suite de laquelle 200000 prolétaires ont rejoint le parti comme une

manœuvre bureaucratique du Comité Central contre l'opposition ; l'Armée Rouge comme un conglomérat "de pièces disjointes" et "à la capacité de défense inexistante.

"Tous ces faits nous disent clairement que dans ses attaques contre le prolétariat russe et son gouvernement, contre le parti du prolétariat et son Comité Central, Eastman a surpassé les contre-révolutionnaires et les charlatans bien connus de la garde Blanche. Personne, sauf les charlatans de la contre-révolution, n'a jamais parlé du PCB et du gouvernement soviétique de la façon dont se permet de le faire "l'ami" du Camarade Trotski, "le Communiste Eastman". On ne saurait douter que le Parti communiste américain et la Troisième Internationale évalueront correctement ces remarquables exploits de M. Eastman.

Daté le 17 juin 1925. J.V.Staline.

SUR LES NOTES DES RÉDACTEURS DU LIVRE "LES LETTRES DE STALINE À MOLOTOV"

"Le jour suivant cette adresse de Staline, le 18 juin, le Politburo a accepté la proposition de Staline de demander à Trotski de publier une réfutation dans la Presse. Trotski lui-même a promis que dans trois jours il soumettrait le texte de sa déclaration. Le 22 juin, Trotski a présenté un texte intitulé « Sur le Livre d'Eastman ' Since Lenin Died ' » (Lih T.L. et Al-Ibid; p.82). Mais en fait ce premier "projet" de Trotski, était extrêmement évasif. Staline l'a analysé et a répondu qu'à son avis le projet était insatisfaisant. Comme les rédacteurs Lih et Al le remarquent :

« Sans reprendre aucune accusation, Staline a répondu dans une brève note :

"Si vous voulez mon avis, je considère personnellement le projet complètement insatisfaisant. Je ne comprends pas comment vous pourriez soumettre un tel projet sur le livre contre-révolutionnaire d' Eastman, rempli de mensonges et de calomnies contre le parti après que vous soyez engagé moralement à la session de Politburo du 18 juin de vous dissocier résolument d'Eastman et de réfuter catégoriquement ses factuelles altérations. » Cité dans : RTsKhIDNI f. 17, op. 3, d. 507, 11.8-23. Lih T.L et Al-Ibid; p. 82.

Trotsky a alors essayé de faire appel au Politburo, mais n'a pas pu en réalité démontrer qu'il n'avait pas été évasif. Son projet a été rejeté par le Comité exécutif du Politburo qui a insisté pour que Trotski apporte une réfutation plus détaillée d'Eastman :

« Dans un appel au Politburo, Trotski tenta de se défendre, essayant de prouver que les accusations de Staline étaient non fondées. Après avoir reçu l'habituel refus, il commença à réviser le texte de sa déclaration à la presse. Le suivi, de cette révision a été assuré par Boukharine, Zinoviev, Rykov, et Staline. Ils ont demandé à Trotski une dénonciation franche d'Eastman et une réfutation catégorique des faits cités dans le livre d'Eastman. Trotski accepta toutes ces demandes. Le texte final qui a donné satisfaction aux censeurs fut prêt le 1^{er} juillet 1925. » Lih T.L et al Ibid.- p 82 .

Aujourd'hui, il n'y pas le moindre doute que cette affaire faisait partie d'un plan consciencieux de déstabilisation. Aussi il fallait faire connaître tous les documents sur cette affaire le plus rapidement possible :

« Maintenant Staline et ses camarades décidèrent de porter l'affaire hors du cadre restreint du Politburo en informant un premier cercle de fonctionnaires du Parti puis plus largement. Début juillet, L. M. Kaganovich, V. Ya. Chubar, et G. I. Petrovskii soumettaient une requête pour que tous les membres du Comité Central reçoivent tous les

documents sur « l'affaire du Livre d'Eastman » et les membres du Parti Communiste d'Ukraine en furent informés. Le 7 juillet 1925, après une réunion du Politburo, cette demande fut entérinée. » Lih T.L. et al Ibid; p.82).

Ainsi, un petit livre a été publié et il a été en effet distribué au Comité Central : "Les matériels sur l'affaire Eastman ont été réunis, publiée sous forme d'un petit livre (contenant la lettre de Staline, les résolutions du Politburo, la correspondance de Trotski avec Staline et avec d'autres membres du Politburo et les projets de la déclaration de Trotski) et envoyée aux membres de Comité Central." Lih T.L. et Al-Ibid; p.83

Mais Staline voulait faire publier, tant à l'Ouest que plus tard en URSS, les documents suivants : La déclaration de Trotski, une lettre préparée par N. K. Krapuskaia, dans laquelle, en tant que veuve de Lénine, elle aurait réfuté Eastman et enfin le mémorandum de Staline lui-même qui démontre le rôle qu'il a joué dans la lutte pour les intérêts du parti.

Mais ce projet, auquel Staline se réfère à plusieurs reprises dans ses autres lettres à Molotov, n'a jamais été réalisé. Ce fut, au moins en partie, parce qu'un nouvel élément est venu compliquer la scène. D'une façon ou d'une autre le journal du Parti communiste français s'était procuré et avait publié la première version édulcorée du 'projet ' de lettre de Trotski, qui avait été refusée par le comité. Comme les éditeurs" des Lettres de Staline à Molotov l'écrivent:

"Bientôt après que le dossier sur l'affaire eut été envoyé aux membres de Comité Central, Trotski eut l'opportunité de reprendre l'offensive. Le 16 juillet 1925, le journal du Parti Communiste français, ' L'Humanite; ' publie la première version de la déclaration de Trotski." Lih T.L. et Al-Ibid; p.82

Trotski réagit avec indignation et exigé que Boukharine fasse une enquête sur l'origine de cette fuite. Il nie toute responsabilité - et affirme qu'il s'agit d'une fuite délibérée conçue pour le discréditer-lui Trotski. Trotski désignant Staline comme le responsable de cette fuite à L'Humanite :

"Le 27 juillet, Trotski adresse une lettre à Boukharine, qui était à ce moment-là président du Comité exécutif du Komintern. Trotski y exprime sa perplexité et sa protestation au sujet de la publication française et exige que les circonstances de la fuite soient examinées. IL laisse entendre que la publication a été délibérément programmée même après qu'il, Trotski, eut fait toutes les concessions nécessaires et eut démontré sa bonne volonté en coopérant avec la majorité de Politburo dans la défense des intérêts du parti. Le jour suivant après la réunion des membres de Politburo, la résolution suivante a été prise :

a) Demander à 'L'Humanite' de publier un rectificatif indiquant que le texte de la lettre du Camarade Trotski sur le livre d'Eastman publié dans 'L'Humanite' est incomplet et déformé.

b) *Demander à 'L'Humanite' de publier le texte final de la lettre du Camarade Trotski sur le livre d'Eastman."*

Boukharine, à son tour, a ordonné une enquête sur les circonstances de l'incident et a informé Trotski de cette décision. "Lih T.L. et Al-Ibid; p.83. Très vite, il est apparu clairement que la version originale de l'article de Trotski avait été donnée à 'L'Humanite' par D. Z. Manuïlski, un membre du présidium de Comité exécutif de Komintern, pendant son voyage en France. Clairement Dimitri Z. Manuïlski avait jeté de l'huile sur le feu. Il avait "donné" à la presse la première version édulcorée de la Lettre de Trotski. C'était en plus, à l'encontre des recommandations expresses du Politburo précédemment exposées. En fait, avant que Manuïlski quitte une réunion de Politburo, Staline lui avait rappelé qu'il devait rendre tous les documents. Manuïlski avait acquiescé. Cependant... Il les a donné au journal communiste français, 'L'Humanite'.

Comme l'explique Staline dans ' la Lettre 6 ' à Molotov, en date du 1 août 1925 ce n'était pas "une erreur" : *"On m'a dit que Manuïlski a envoyé à L'Humanite le premier projet de l'article de Trotski pour la publication. Si c'est vrai c'est un outrage. Donc, si c'est vrai, nous n'avons pas à faire à une erreur., mais à la politique de quelques personnes qui ne sont pas, pour quelque raison intéressées, par la publication de l'article de Trotski dans sa forme finale .. je propose de soulever la question .. et de condamner les actions de Manuïlski, puisqu'il a placé PC russe et L'Humanite dans une position ridicule"* Lih T.L. et Al-Ibid; p.90.

Malheureusement nous ne savons pas exactement ce qui s'est passé dans les réunions suivantes. IL n'y eut aucune publication ouverte des documents. Nous pouvons supposer que le Politburo a refusé la demande de Staline. Vraisemblablement il a aussi bloqué 'la condamnation' de Manuïlski.

La dimension internationale des fuites, d'abord à Eastman et ensuite à L'Humanite, ne permet pas d'avoir une image claire et complète de tous les événements. Mais tout cela devient limpide en considérant brièvement la situation internationale.

Bien sûr la révolution allemande avait été récemment défaite et à ce moment là, l'URSS était le seul État socialiste. L'encerclement capitaliste était complet. À cette époque Zinoviev occupait toujours le poste très prestigieux de Président du Komintern. Mais il s'avéra rapidement que Zinoviev a entravé l'application d'une ligne révolutionnaire dans toutes les situations impliquant le Komintern.

Une ligne D'EXTRÊME GAUCHE s'était cristallisée autour de Zinoviev. En fait, pour Staline, Zinoviev représentait un plus grand danger que Trotski. Pourquoi ? Il s'en explique dans "la Lettre 21" à Molotov datée du 25 juin 1926 :

« 1) Avant l'apparition du groupe Zinoviev, ceux qui avaient des tendances oppositionnelles (Trotski 'l'Opposition Ouvrière' et d'autres) se sont comportés plus ou moins loyalement mais c'était tolérable.

2) Avec l'apparition du groupe Zinoviev ceux qui avaient des tendances oppositionnelles ont commencé à devenir plus arrogants et à franchir les limites de la loyauté.

3) Le groupe Zinoviev est devenu le mentor de l'opposition, de ceux qui tendaient à la division du parti; dans les faits il est devenu le leader des tendances dans le parti.

4) Ce rôle est revenu au groupe de Zinoviev parce que :

a) C'est celui qui, plus que tout autre groupe, est au courant de nos méthodes.

b) En général Il est plus fort que les autres groupes et a le contrôle du Comité exécutif du Komintern, Zinoviev est le président du comité exécutif du Komintern, qui représente une force sérieuse.

c) A cause de cela il se comporte avec plus d'arrogance qu'un autre groupe, fournissant des exemples "de hardiesse" et "de détermination" aux autres tendances. »

Voir les lettres de Staline à Molotov "Ibid. p 115.

C'est pour cette raison que les événements dans le KOMINTERM ont pris sur une tournure particulière quand Zinoviev et Trotski manœuvraient tous les deux pour gagner le contrôle de l'URSS. Zinoviev s'étant allié avec M.M.Lashevich pour tenir des réunions antiparti, souterraines et fractionnelles en URSS (voir la lettre 20 daté du 15 juin 1926). Staline savait que cela arriverait comme Le montre cette lettre :

"Si Lashevich organise des réunions illégales, si Zinoviev organise le vol de R.Fischer en Allemagne et si Sokolnikov est envoyé en France au Vième Congrès du PC français - cela signifie qu'ils ont décidé avec Trotski de casser le parti à partir du Komintern. " - "Lettres de Staline .."; ibid; p.113.

Staline dénonce une série de manœuvres internationales coordonnées et significatives des révisionnistes. Évidemment d'autres événements sur le front international arrivaient favorisant une tentative concertée des partisans de Zinoviev et des Trotskistes pour corrompre la position marxiste-léniniste.

Brièvement le Zinovievistes impulsaient une politique ultra-gauchiste de création d'Unions syndicales Rouges. Staline a combattu cette position et a défendu des positions très différentes sur la question de la Grève Générale britannique. (A Nouveau les Lettres "de Staline à Molotov" sont significatives à cet égard). Sur un autre front, Trotski avait longtemps

impulsé une ligne ultra-gauchiste sur la Révolution chinoise. Staline préconisait pour la Révolution chinoise une politique Léniniste classique. Elle devait se dérouler en deux étapes : révolution démocratique nationale suivie par la révolution socialiste.

CETTE DÉCISION DU POLITBURO DE NE PAS OUVERTEMENT PUBLIER TOUS LES DOCUMENTS, NE DISCULPAIT PAS TOTALEMENT STALINE.

DES SOUPCONS QU'IL N'A PAS EU LE TEMPS DE LEVER AU REGARD DE CE QUI SE JOUAIT A L'ECHELLE INTERNATIONALE.

ON PEUT CONCLURE QUE DES ÉLÉMENTS DU POLITBURO, y compris MANUILSKI, TRAVAILLAIENT DES 1921 CONTRE STALINE.

FINALEMENT : ON DOIT CONCLURE QUE "LE TESTAMENT" ÉTAIT UNE FALSIFICATION DES VRAIES RELATIONS de LENINE et TROTSKY; ET de LENINE et STALINE.

LE PRÉTENDU "TESTAMENT", EST UNE TENTATIVE TROTSKYITE PAR ESSAYER DE PRENDRE LE CONTRÔLE DU PARTI

ANNEXES : **Vrais et faux écrits de Lénine**

Les documents présentés en annexe présentent l'ensemble des écrits et lettres attribuées à Lénine et faisant parti du soit disant testament de Lénine. Elles ont été extraites par Le Collectif Militant Communiste des Œuvres complètes Lénine T 35 – Edition française de 1960.

LETTRE AU CONGRES

I⁵ lettre du 23.,XII.1922. Consigné par M. V.

Je recommande instamment de procéder, à ce congrès à une série de changements politiques.

Je tiens à **vous** faire part de réflexions que j'estime particulièrement importantes.

Tout d'abord, je propose de porter l'effectif du Comité central à plusieurs dizaines ou même à une centaine de membres. Il me semble que notre Comité central serait menacé de graves dangers si le cours des événements n'était pas parfaitement favorable pour nous (ce sur quoi nous ne pouvons d'ailleurs pas compter), et si nous n'entreprenions pas cette réforme.

Je pense ensuite proposer au Congrès de conférer un caractère législatif, sous certaines conditions, aux décisions de la Commission du Plan d'Etat, en accédant sur ce point au désir du camarade Trotski, dans une certaine mesure et sous certaines conditions.

En ce qui concerne le premier point, c'est-à-dire l'augmentation, de l'effectif du Comité Central, je pense que ce serait nécessaire pour accroître l'autorité du C.C. et pour améliorer sérieusement notre appareil, et aussi pour empêcher que les conflits de certains petits groupes du Comité -central ne puissent prendre une trop grande importance pour les destinées du Parti .

Il me semble que notre Parti peut bien demander pour le Comité central 50 à 100 membres à la classe ouvrière, et que celle-ci les lui fournirait sans une tension excessive de ses forces.

Une telle réforme augmenterait notablement la solidité de notre Parti et lui faciliterait la lutte dans un entourage d'États hostiles, lutte qui selon moi

⁵ note de MC : Lettre adressée à Staline Considéré comme Vrai par l'étude de SAKHAROV, mais falsifiée : Le **V** majuscule de Vous étant transformé en **v** minuscule dans la deuxième phrase.

peut et doit s'aggraver fortement dans les prochaines années. Il me semble que la cohésion dans notre Parti serait énormément renforcée par l'adoption de cette mesure.

Lénine

II⁶ Suite des notes. 24 décembre 1922.

Lorsque je parle de lutte pour la cohésion du Comité central, j'ai dans l'esprit les mesures à prendre contre la scission, si tant est que de telles mesures puissent être prises. Car, bien entendu, le garde blanc de la *Rousskaïa Mysl* (c'était, je crois, S. S . Oldenbourg ⁶⁷⁸ avait raison quand, dans la partie que ces gens menaient contre la Russie soviétique, il misait en premier lieu sur une scission dans notre Parti et quand, en second lieu, pour obtenir cette scission, il misait sur de graves divergences dans le Parti.

Notre Parti s'appuie sur deux classes ; aussi sa dislocation serait-elle possible et sa chute inévitable si l'accord ne pouvait se faire entre ces deux classes. Dans cette éventualité, il serait vain de prendre telles ou telles mesures ou de discourir en général sur la cohésion de notre Comité central. Aucune mesure ne sera capable en ce cas de prévenir la scission. J'espère cependant que c'est un avenir trop éloigné et un événement trop invraisemblable pour qu'il faille en parler.

Je veux parler de la cohésion en tant que garantie contre la scission dans un proche avenir, et je me propose d'analyser ici une série de considérations d'ordre purement personnel.

J'estime que, sous ce rapport, le point essentiel dans le problème de la cohésion, c'est l'existence de membres du Comité central tels que Staline et Trotski. Les rapports entre eux constituent à mon sens le principal du danger de cette scission qui pourrait être évitée, ce à quoi devrait entre autres servir, à mon avis, un accroissement de l'effectif du Comité central, porté à 50 ou 100 membres.

Le camarade Staline, devenu secrétaire général, a concentré entre ses mains un pouvoir illimité, et je ne suis pas sûr qu'il puisse toujours s'en servir avec assez de circonspection. D'autre part, le camarade Trotski, comme l'a déjà montré sa lutte contre le Comité central dans la question du Commissariat du peuple des voies de communication, ne se fait pas remarquer seulement par des capacités éminentes. Il est peut-être

⁶ note de CMC : " Lettre " Considéré comme fausse par l'étude de SAKHAROV notamment le passage concernant Staline.

l'homme le plus capable de l'actuel Comité central, mais il pêche par excès d'assurance et par un engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses.

Ces deux qualités des deux chefs éminents du Comité central actuel seraient capables d'amener incidemment la division et, si notre Parti ne prend pas les mesures nécessaires pour s'y opposer, la scission peut se faire sans qu'on s'y attende.

Je ne m'attacherai pas à caractériser les qualités personnelles des autres membres du Comité central. Je me contenterai de rappeler que l'épisode d'octobre de Zinoviev et de Kaménev ⁶⁷⁹ n'était assurément pas un fait accidentel, mais qu'il ne peut pas plus lui* être imputé à crime personnellement que le non-bolchévisme à Trotski.

En ce qui concerne les jeunes membres du Comité central, je tiens à dire quelques mots sur Boukharine et Piatakov. Ce sont, à mon avis, les compétences les plus marquantes (parmi les plus jeunes) et, à leur propos, il faudrait ne pas perdre de vue ceci - Boukharine n'est pas seulement dans le Parti un théoricien des plus marquants et de très haute valeur ; il jouit à bon droit de l'affection du Parti tout entier. Cependant, ses vues théoriques ne peuvent qu'avec la plus grande réserve être tenues pour parfaitement marxistes, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais étudié et, je le présume, n'a jamais compris entièrement la dialectique).

25.XII.

Ensuite, Piatakov, doué sans aucun doute d'une grande volonté et de capacités éminentes, se laisse cependant trop entraîner par les pratiques d'administration et le côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui quand il s'agit d'une question politique sérieuse.

Certes, je ne fais ces deux observations que pour le temps présent, dans l'hypothèse que ces deux militants éminents et dévoués ne trouveront pas l'occasion de compléter leurs connaissances et de remédier à leurs insuffisances.

* C'est sans doute une erreur de rédaction : au lieu de " lui " il faudrait dire " leur " d'après le sens (N.R.)

**25.XII.22. Lénine Con
signe par M. V.**

COMPLEMENT A LA LETTRE DU 24 DECEMBRE 1922⁷

Staline est trop brutal, et ce défaut parfaitement tolérable dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes, ne l'est plus dans les fonctions de secrétaire général. Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste et pour nommer à sa place d' une autre personne qui -n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc. Ces traits, peuvent sembler n'être qu'un infime détail. Mais, a mon sens, pour nous préserver de la scission et en tenant compte de ce que j'ai écrit plus haut sur les rapports de Staline et de Trotski, ce n'est pas un détail, ou bien c'en est un qui peut prendre une importance décisive.

Lénine

Consigné par L. F. 4 janvier 1923.

III Suite des notes. 26 décembre 1922.

L'augmentation de l'effectif du Comité central, porté 50 ou même à 100 membres, doit poursuivre selon moi un double ou même un triple but : plus il y aura de membres du C.C. et plus il y aura de monde initié à son travail, moins sera grand le danger de scission due à une imprudence.

La nomination de nombreux ouvriers au Comité central les aidera à améliorer notre appareil, qui est vraiment défectueux. A vrai dire, il nous a été légué par l'ancien régime, et il était absolument impossible de le remanier en un délai aussi court, surtout en temps de guerre, durant la famine, etc. Par conséquent, aux " critiques " qui, avec un sourire d'ironie ou avec aigreur, nous signalent les défauts de notre appareil, on peut répondre tranquillement que ces gens là ne comprennent pas le moins du monde les conditions de la révolution actuelle. D'une façon générale, il est impossible de remanier un appareil dans une mesure suffisante en cinq ans, étant donné surtout les conditions dans lesquelles la révolution s'est accomplie chez nous. Qu'il nous suffise d'avoir en cinq ans créé un Etat de type nouveau ou les ouvriers marchent en tête des paysans contre la bourgeoisie, ce qui, la situation internationale nous étant hostile, est déjà une chose prodigieuse. Mais ce sentiment ne doit pas le moins du monde nous faire oublier qu'en somme nous avons pris le vieil appareil au tsar et à la bourgeoisie, et que maintenant, avec, l'avènement de la paix et un

⁷ note de CMC : " Lettre " Considéré comme fausse par l'étude de SAKHAROV .

minimum de garanties contre la famine, tout l'effort doit viser à rendre l'appareil meilleur.

Je vois les choses ainsi : quelques dizaines d'ouvriers qui entreraient au Comité central pourraient mieux que quiconque entreprendre de vérifier, d'améliorer et de remanier notre appareil. L'Inspection ouvrière et paysanne, dont c'était la fonction au début, s'est révélée incapable de s'en acquitter; elle ne peut donc servir, dans certaines conditions, que d'"appendice" ou d'auxiliaire à des membres du Comité central. Les ouvriers qui feront partie du Comité central ne, doivent pas, à mon sens, être recrutés surtout parmi ceux qui ont fait un long stage de travail au sein des Soviets (parmi les ouvriers que je désigne dans ce passage de ma lettre, je classe partout aussi les paysans), parce que chez ces ouvriers se sont déjà créés certaines traditions et certains préjugés qu'il faudrait précisément combattre.

Parmi les ouvriers membres du Comité central doivent, principalement figurer les ouvriers situés au-dessous de cette couche qui, depuis cinq ans, a rejoint les rangs des fonctionnaires des Soviets, et appartenant plutôt au nombre des Simples ouvriers et des simples paysans, qui ne sauraient toutefois se classer, ni de près ni de loin, parmi les exploités. Je pense que ces ouvriers, en assistant à toutes les séances du Comité central et du Bureau politique, et en lisant tous les documents du Comité central, peuvent former des cadres fidèles au régime soviétique, capables d'abord de renforcer le Comité central lui-même, et, ensuite, de travailler effectivement au renouvellement et à l'amélioration de l'appareil.

Lénine

Consigné par L. F.
26.XII.22.

Suite des notes. 27 décembre 1922. ATTRIBUTION DE FONCTIONS LEGISLATIVES AU GOSPLAN*

* Commission du Plan d'Etat, (N R.)

Cette idée a été lancée depuis longtemps, je crois, par le camarade Trotski. Je m'étais prononcé contre, parce que j'estimais qu'il se produirait alors une discordance fondamentale dans le système de nos institutions législatives. Mais après un examen attentif je constate que, dans le fond, il y a là une idée juste, à savoir : la Commission du Plan d'Etat se situe un peu à l'écart de nos institutions législatives, bien que, formant un ensemble de gens compétents, d'experts, de représentants de la science et de la technique, elle dispose en fait du maximum d'éléments pour bien juger les choses.

Toutefois, nous partions jusqu'ici du point de vue que le Gosplan doit fournir à l'Etat une documentation élaborée dans un esprit critique, tandis

que les institutions d'Etat sont tenues de régler les affaires publiques. Je pense que dans la situation actuelle où les affaires publiques se sont notablement compliquées, où il faut sans casse régler pêle-mêle les questions qui ont besoin de la compétence des membres du Gosplan et d'autres qui n'en ont pas besoin, et même régler des affaires dont certains points requièrent l'expertise (le Gosplan et certains autres ne le requièrent point, je pense, qu'à l'heure présente il faut faire un pas vers l'extension de la compétence de la Commission du Plan d'Etat.

Voici comment je me représente la chose : les décisions du Gosplan ne pourront pas être flanquées par terre par la voie ordinaire des Soviets, mais leur révision requerra une procédure, spéciale, par exemple, le renvoi de de la question devant une session du Comité exécutif central de Russie, l'étude de la question en vue de la reconsidérer d'après une instruction spéciale comportant la rédaction, sur la base de règles établies d'avance, de mémoires qui permettraient de statuer si cette décision doit être rapportée; enfin, la fixation d'un délai déterminé en vue de reconsidérer les projets (le Gosplan, etc.,

A cet égard, on peut et l'on doit, je pense, accéder au désir du camarade Trotski, sans confier pour autant la présidence de la Commission du Plan d'Etat à une personne choisie parmi nos chefs politiques ou au président du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, etc. Il me semble qu'ici, à l'heure actuelle, la question personnelle s'entremêle trop étroitement avec la question de principe. Je pense que les attaques qui se manifestent aujourd'hui contre le président du Gosplan, le camarade Krjijanovski, et son suppléant, le camarade Piatakov, attaques qui vont de l'un à l'autre de façon que, d'une part, -nous entendions des accusations de douceur excessive, d'effacement et de manque de caractère et, d'autre part, des accusations d'impéritie, de caporalisme, de préparation scientifique insuffisante, etc., je pense que ces attaques traduisent deux aspects de la question, en les exagérant à l'extrême, et qu'en réalité il nous faut au sein du Gosplan la réunion judicieuse des deux types de caractère, dont l'un peut être illustré par Piatakov et l'autre par Krjijanovski.

Je crois qu'à la tête du Gosplan doit se trouver une personne ayant une formation scientifique, notamment dans le domaine technique ou agronomique, et possédant une grande expérience acquise au cours de plusieurs dizaines d'années de travail pratique dans le domaine soit de la technique, soit de l'agronomie. Cette personne doit, je pense, posséder non pas tant les qualités d'administrateur qu'une expérience étendue et l'aptitude à s'entourer de collaborateurs.

Lénine

27.XII.22. Consigné par M. V.

Suite de la lettre sur le caractère législatif des décisions du Gosplan.

28.XII.22.

J'ai remarqué chez quelques-uns de nos camarades capables d'influer grandement sur la marche des affaires publiques, une tendance à exagérer le côté administratif qui, bien sûr, est nécessaire en son lieu et en son temps, mais qu'il n'est pas permis de confondre avec le côté scientifique, avec l'aptitude à embrasser la réalité dans toute son ampleur, à s'entourer de collaborateurs, etc.

Dans toute institution d'Etat, et surtout au Gosplan, il importe d'associer ces deux qualités, et lorsque le camarade Krjijanovski me dit avoir fait appel à Piatakov et s'être entendu avec lui pour son travail au Gosplan, j'ai donné mon accord sans pouvoir toutefois me départir de certains doutes, mais en ayant parfois l'espoir de trouver là réunis les deux types d'hommes d'Etat. Pour savoir si cet espoir s'est vérifié, il faut attendre et voir à l'expérience avec un peu plus de recul ; mais en principe, à mon avis, il ne fait aucun doute que cette conjonction de caractères et de types (d'hommes, de qualités) est absolument nécessaire pour le fonctionnement normal des institutions d'Etat. J'estime qu'en cette matière l'exagération " bureaucratique " est aussi préjudiciable que toute exagération en général. Le dirigeant d'une institution d'Etat doit avoir au plus haut degré le don de s'entourer de collaborateurs et posséder de solides connaissances scientifiques et techniques pour contrôler leur travail. C'est là un point essentiel. Sinon, le travail -ne peut se faire normalement. D'autre part, il importe beaucoup qu'il sache administrer et se laisse seconder par une ou plusieurs personnes qualifiées. La réunion de ces deux qualités dans une seule personne est peu probable, et la nécessité ne s'en imposera guère.

Lénine

Consigné par L. F. 28.XII,22,

Suite des notes sur le Gosplan. 29 décembre 1922.

Le Gosplan se développe visiblement avec ampleur et devient une commission d'experts. A la tête d'une semblable institution ne peut être placée qu'une personne possédant une riche expérience et une formation scientifique approfondie sur le plan technique. La compétence administrative doit au fond jouer ici un rôle auxiliaire. Une certaine autonomie du Gosplan est obligatoire pour assurer l'autorité de cet organisme scientifique, et elle a pour seule garantie la bonne foi de son personnel et sa volonté stricte de mettre en application notre plan d'édification économique et sociale.

Cette dernière qualité ne peut évidemment se manifester maintenant que comme une exception, puisque l'immense majorité des savants, qui constituent tout naturellement le Gosplan, sont forcément contaminés par les conceptions bourgeoises et les préjugés bourgeois. Les contrôler sur ce point doit être la tâche de plusieurs personnes, qui peuvent former le présidium du Gosplan, qui doivent être des communistes et suivre au jour le jour, à travers le travail, le degré de dévouement des savants bourgeois, ainsi que leur renoncement aux préjugés bourgeois et leur conversion graduelle au socialisme. Ce double travail de vérification scientifique et d'administration pure devrait être l'idéal des dirigeants du Gosplan de notre République.

Lénine

Consigné par M. V. 29 décembre 22.

Est-il rationnel de distribuer les différentes activités du Gosplan, et ne faut-il pas au contraire s'appliquer à former un groupe de spécialistes permanents, soumis à un contrôle systématique exercé par le présidium et capables de résoudre tout l'ensemble des problèmes qui relèvent de sa compétence ? Je pense que ce dernier procédé serait plus rationnel, et qu'il faut s'attacher à diminuer le nombre des tâches particulières provisoires et urgentes.

Lénine

29 décembre 22

Consigné par M. V.

Suite des notes. 29 décembre 1922.

A PROPOS DE L'ACCROISSEMENT DE L'EFFECTIF DU COMITE CENTRAL

En augmentant l'effectif du Comité central il est nécessaire selon moi de procéder aussi, et peut-être surtout, à la vérification et au perfectionnement de notre appareil, qui ne vaut rien. A cet effet, il nous faut faire appel aux spécialistes hautement qualifiés, et la tâche de pourvoir aux besoins en spécialistes doit incomber à l'inspection ouvrière et paysanne.

Comment associer ces spécialistes du contrôle, possédant des connaissances suffisantes, et ces nouveaux membres du Comité central ? Ce problème doit être résolu sur le plan pratique.

Il me semble que l'inspection ouvrière et paysanne (à la suite de son développement et des embarras que celui-ci nous crée) a donné comme résultat ce que nous observons maintenant, à savoir : un état de transition d'un Commissariat spécial à une fonction spéciale des membres

du Comité central ; d'un établissement qui contrôle toutes choses à un groupe de contrôleurs peu nombreux mais de premier ordre, qui doivent être bien payés (cela est particulièrement nécessaire en ce siècle où tout se paye, et alors que les contrôleurs sont au service immédiat des établissements qui les rétribuent le mieux).

Si l'effectif du Comité central est augmenté comme il se doit, et si ses membres suivent d'année en année un cours d'administration publique sous la conduite de spécialistes hautement qualifiés et de membres de l'inspection ouvrière et paysanne jouissant d'une haute autorité dans toutes les branches, je pense que nous nous acquitterons avec succès de cette tâche qui nous a si longtemps embarrassés.

Donc, pour me résumer : jusqu'à 100 membres au Comité central, et au maximum 400 à 500 auxiliaires, membres de l'inspection ouvrière et paysanne, pour contrôler selon leurs indications.

Lénine

29 décembre 22.

Consigné par M. V.

DE LA COOPERATION

Il me semble que nous ne prêtons pas une attention suffisante à la coopération. Je ne pense pas que tous comprennent que, depuis la Révolution d'Octobre et indépendamment de la NEP (au contraire, sous ce rapport il faut dire : précisément grâce à la NEP), la coopération acquiert chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Les rêves des vieux coopérateurs renferment beaucoup de chimères. Ils sont souvent ridicules parce que fantastiques. Mais en quoi le sont-ils ? En ce qu'on ne comprend pas la signification fondamentale, essentielle, de la lutte politique de la classe ouvrière pour le renversement de la domination des exploités. Aujourd'hui, ce renversement s'est fait chez nous, et bien des rêves fantastiques, voire romantiques, voire vulgaires, des anciens coopérateurs deviennent une réalité dépourvue de tout artifice.

En effet, chez nous, le pouvoir d'Etat étant exercé par la classe ouvrière, et l'Etat détenant tous les moyens de production, il ne nous reste effectivement qu'à grouper la population dans des coopératives. Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même, ce socialisme qui provoquait auparavant des railleries légitimes, des sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour le pouvoir politique, etc. Eh bien, tous les camarades ne se rendent pas compte de l'importance énorme, illimitée, que la coopération acquiert pour nous aujourd'hui en Russie. Par la NEP nous avons fait une concession au paysan considéré comme marchand, au principe du commerce privé ; de là précisément (à l'encontre de ce que certains s'imaginent), la portée immense de la coopération. En somme, tout ce qu'il nous faut, sous le régime de la NEP, c'est grouper dans des coopératives des couches suffisamment larges et profondes de la population russe ; car nous avons trouvé aujourd'hui le moyen de combiner l'intérêt privé, l'intérêt commercial privé, d'une part, et son contrôle par l'Etat d'autre part, le moyen de subordonner l'intérêt privé à l'intérêt général, ce qui autrefois était la pierre d'achoppement pour un grand nombre de socialistes. En effet, le pouvoir d'Etat sur les principaux moyens de production, le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., - n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet.

Or, c'est ce que sous-estiment beaucoup de nos militants praticiens. On regarde la coopération avec dédain, on ne comprend pas l'importance exceptionnelle qu'elle a d'abord dans son principe (les moyens de production appartiennent à l'Etat), ensuite du point de vue de la transition

à un nouvel état de choses par la voie la plus simple, la plus *facile*, la plus *accessible au paysan*.

Or, c'est là, encore une fois, l'essentiel. Imaginer toutes sortes de projets d'associations ouvrières pour construire le socialisme, est une chose ; autre chose est d'apprendre à construire ce socialisme pratiquement, de façon que tout petit paysan puisse participer à cette oeuvre C'est à ce stade que nous sommes parvenus aujourd'hui. Ceci étant, il est certain que nous en profitons très insuffisamment.

En adoptant la NEP nous avons forcé la note, non pas en ce sens que nous avons réservé trop de place au principe de l'industrie et du commerce libres, mais en ce sens que nous avons oublié la coopération, que nous la sous-estimons aujourd'hui, que nous avons déjà commence à oublier la portée gigantesque de la coopération, des deux points de vue indiqués plus haut.

J'ai l'intention à présent de m'entretenir avec le lecteur de ce que l'on peut et de ce que l'on doit pratiquement accomplir tout de suite, en partant de ce principe " coopératif ". Par quels moyens peut-on et doit-on, dès maintenant, développer ce principe " coopératif ", de façon que chacun se rende nettement compte de sa portée socialiste ?

Du point de vue politique, il faut faire en sorte que non seulement les coopératives bénéficient, en général et toujours, de certains avantages, mais que ceux-ci soient d'ordre purement matériel (taux d'intérêt bancaire, etc.). Il faut que l'Etat avance aux coopératives des fonds dépassant au moins légèrement les crédits que nous avançons aux entreprises privées, en les portant même au niveau des crédits consentis à l'industrie lourde, etc.

Un régime social ne surgit qu'avec l'appui financier d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines et les centaines de millions de roubles que coûta la naissance du capitalisme " libre ". Aujourd'hui, nous devons comprendre et mettre en pratique cette vérité qu'au moment actuel le régime social que nous devons soutenir pardessus tout, c'est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir dans le vrai sens du mot ; c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de n'importe quels échanges coopératifs ; on doit entendre par là l'appui en faveur des échanges coopératifs auxquels *participent réellement les masses véritables de la population*. Accorder une prime au paysan qui prend part aux échanges coopératifs, c'est là un procédé absolument juste ; mais vérifier cette participation, voir à quel point elle est consciente et de bon aloi, voilà le nœud de la question. Lorsqu'un coopérateur arrive dans un village pour y ouvrir une boutique coopérative, la population, à parler strictement, ne prend aucune part à cette fondation. Mais guidée par son intérêt propre, elle. cherchera à s'y associer au plus vite.

Cette question offre encore un autre aspect. Du point de vue de l'Européen " civilisé" (instruit avant tout), il nous reste à faire bien peu pour que la population tout entière participe activement, et non passivement, aux opérations des coopératives. A proprement parler, il nous reste , " *seulement* " à rendre notre population " civilisée " au point qu'elle comprenne tous les avantages qu'offre un ralliement généralisé

aux coopératives, et qu'elle l'organise "*Seulement* " cela. Là est toute la sagesse qu'il nous

faut à présent pour passer au socialisme. Mais ce " seulement " nécessite toute une révolution, toute une époque de développement culturel de la masse populaire. Voilà pourquoi nous devons avoir pour règle de raffiner et de ratiociner le moins possible. Sous ce rapport, la NEP marque un progrès en ce sens qu'elle s'adapte au niveau du paysan le plus ordinaire, qu'elle ne lui demande rien au-delà. Mais pour obtenir, au moyen de la NEP, que l'ensemble de la population prenne part aux coopératives, il faut toute une époque historique. En mettant les choses au mieux, nous pouvons la franchir en dix ou vingt ans. Ce n'en sera pas moins une période historique particulière, et sans passer par là, sans généraliser l'instruction, sans une intelligence suffisante des affaires, sans apprendre dans une mesure suffisante à la population à se servir des livres, sans une base matérielle pour cela, sans certaines garanties, disons, contre la mauvaise récolte, :la famine, etc., - sans tout cela nous n'atteindrons pas notre but. Le tout maintenant est de savoir allier cet élan révolutionnaire, cet enthousiasme révolutionnaire, dont nous avons déjà fait preuve dans une mesure suffisante, et qui a été couronné d'un succès total, - de savoir l'allier (dirais-je) à l'habileté d'un marchand intelligent et instruit, ce qui est tout à fait suffisant pour faire un bon coopérateur. J'entends par là un marchand civilisé. Voilà ce que devraient bien se mettre dans la tête les Russes ou simplement les paysans qui pensent : du moment qu'il fait du commerce, c'est qu'il sait le faire. C'est absolument faux. Il fait du commerce, mais de là au savoir-faire d'un marchand civilisé, il y a très loin. Il fait du commerce à la manière asiatique ; tandis que pour être un vrai marchand, il faut faire du commerce à l'européenne. Or, il en est éloigné de toute une époque.

Je termine : il faut accorder à la coopération une série de privilèges d'ordre économique, financier et bancaire ; c'est en cela que doit consister l'appui accordé par notre Etat socialiste au nouveau principe d'organisation de la population. 'Mais ce ne sont là que les lignes générales du problème ; car il reste encore à préciser et à décrire en détail le côté pratique, c'est-à-dire qu'il faudra encore déterminer les modalités des " primes " (ainsi que les conditions dans lesquelles elles seront attribuées) offertes à la coopération, et qui nous permettraient d'aider efficacement les coopératives, de former des coopérateurs civilisés. Or, le régime des coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste.

Le 4 janvier 1923.

Chaque fois que j'ai traité de la nouvelle politique économique, j' ai cité mon article de 1918 sur le capitalisme d'Etat¹⁴⁵. Cela a suscité plus d'une fois des doutes dans l'esprit de certains jeunes camarades. Mais leurs doutes visaient surtout des questions abstraites d'ordre politique.

Ils pensaient qu'on ne devait pas appeler capitalisme d'Etat un régime où les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière, et où celle-ci détient le pouvoir de l'Etat. Mais ils n'ont pas remarqué que je me servais

de ce terme, *premièrement* pour indiquer la liaison historique entre notre position actuelle et ma position dans la polémique contre les communistes dits de gauche ; déjà à ce moment, j'ai montré que le capitalisme d'Etat serait supérieur au régime économique existant actuellement chez nous ; l'important pour moi était d'établir la filiation entre le capitalisme d'Etat ordinaire et le capitalisme d'Etat non ordinaire, et même extraordinaire, dont je parlais en exposant au lecteur la nouvelle politique économique. *Deuxièmement*, ce qui m'a toujours préoccupé, c'était le but pratique. Or, le but pratique de notre nouvelle politique économique était d'accorder des concessions : celles-ci, dans nos conditions, allaient être évidemment une forme pure de capitalisme d'Etat. Voilà comment il faut entendre mes considérations sur ce sujet.

Mais il est encore un aspect du problème où nous pouvons avoir besoin de recourir au capitalisme d'Etat ou, du moins, à une confrontation avec lui. Je veux parler de la coopération.

Il est certain que dans un Etat capitaliste les coopératives sont des institutions capitalistes collectives. Il est également certain que dans notre situation économique actuelle, alors que nous joignons les entreprises capitalistes privées (uniquement sur la terre appartenant à la société, et sous le contrôle du pouvoir d'Etat appartenant à la classe ouvrière) aux entreprises de type socialiste proprement dit (les moyens de production appartiennent à l'Etat

de même la terre où se trouve l'entreprise et toute l'entreprise dans son ensemble), la question se pose d'un troisième type d'entreprises qui, au point de vue du principe, ne formaient pas auparavant une catégorie à part, à savoir : les coopératives. Sous le capitalisme privé, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes comme les entreprises collectives se distinguent de celles qui sont privées. Sous le capitalisme d'Etat, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes d'Etat, d'abord comme entreprises privées, ensuite comme entreprises collectives. Dans notre régime actuel, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées, comme entreprises collectives, mais elles ne se distinguent pas des entreprises socialistes, si la terre où elles sont établies et les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Voilà un point dont on ne tient pas suffisamment compte chez nous lorsqu'on traite des coopératives. On oublie que grâce au caractère particulier de notre régime politique, les coopératives acquièrent chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Si l'on fait abstraction des concessions qui, soit dit à propos, n'ont pas pris chez nous un développement tant soit peu considérable, très souvent, dans nos conditions, la coopération coïncide entièrement avec le socialisme.

Je m'explique. En quoi les plans des anciens coopérateurs, à commencer par Robert Owen, sont-ils chimériques ? C'est qu'on rêvait de transformer pacifiquement la société moderne par le socialisme, sans tenir compte de ces questions essentielles que sont la lutte de classes, la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, le renversement de la domination de la classe des exploités. Voilà pourquoi nous avons raison de dire que ce socialisme " coopératif " est une chose purement fantastique,

romantique et même vulgaire, puisqu'on rêve de transformer les ennemis de classe en collaborateurs de classe, et la lutte de classes en une paix de classes (paix sociale, comme on dit), par le simple groupement de la population dans les coopératives.

Il est certain que du point de vue de la tâche majeure de notre époque, nous avons raison, car sans une lutte de classes pour le pouvoir politique dans l'Etat, il est impossible de réaliser le socialisme.

Mais voyez comme les choses ont changé maintenant que le pouvoir d'Etat appartient à la classe ouvrière, que le pouvoir politique des exploités est renversé, et que tous les moyens de production (excepté ceux que l'Etat. ouvrier accorde volontairement aux exploités, à titre de concessions, pour un temps et à certaines conditions) se trouvent entre les mains de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la " petite " exception signalée plus haut) avec celui du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisons porter le centre de gravité, et nous devons le faire, sur la lutte politique, la révolution. la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le centre de gravité se déplace :

il porte sur le travail pacifique d'organisation " culturelle ". Je dirais bien que pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action éducative, n'étaient les relations internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale. Mais Si l'on fait abstraction de ce point pour se borner à nos rapports économiques intérieurs, il est bien vrai qu'à présent le centre de gravité de notre travail porte sur l'action éducative.

Deux tâches essentielles s'offrent à nous, qui font époque. C'est d'abord de refondre notre appareil administratif qui ne vaut absolument rien et que nous avons hérité entièrement du passé ; en cinq années de lutte, nous n'avons pas eu le temps de le modifier sérieusement, et nous ne pouvons le faire. Notre seconde tâche est d'engager une action culturelle Pour la paysannerie. Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle.

Nos adversaires nous ont dit maintes fois que nous entreprenions une oeuvre insensée, en voulant implanter le socialisme dans un pays insuffisamment cultivé. Mais ils se sont trompés : nous n'avons pas commencé par où il aurait fallu le faire selon la théorie (des pédants de toute sorte) ; la révolution politique et sociale chez nous a précédé la révolution culturelle qui maintenant s'impose à nous.

Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste. Mais elle présente pour nous des difficultés incroyables, d'ordre purement culturel (nous sommes

illettrés), aussi bien que d'ordre matériel (car pour pouvoir devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle).

Le 6 janvier 1923.

Publié pour la première fois Conforme au Texte les 26 et 27 mai 1923 dans du journal collationné la " Pravda " nos 115 et 116. sur le sténogramme

Signé. N. Lénine

**COMMENT REORGANISER L'INSPECTION
OUVRIERE ET PAYSANNE?
PROPOSITION FAITE AU XII^e CONGRES DU PARTI**

Certes, j'inspection ouvrière et paysanne présente pour nous une difficulté extrême qui, jusqu'à ce jour, n'a pas été résolue. Je pense que les camarades qui prétendent la régler en niant l'utilité ou la nécessité de cette institution ont tort. Par ailleurs, 'admets que la question de notre appareil d'Etat et de son perfectionnement est très ardue ; elle est loin d'être tranchée, et c'est aussi une question éminemment pressante.

Notre appareil d'Etat, excepté le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères, constitue dans une très grande mesure une survivance du passé, et qui a subi le minimum de modifications tant soit peu notables. Il -n'est que légèrement enjolivé à la surface ; pour le reste, c'est le vrai type de notre ancien appareil d'Etat. Et pour rechercher les moyens de le rénover réellement, il faut faire appel, je crois, à l'expérience de notre guerre civile.

Comment avons-nous agi dans les moments les plus périlleux de la guerre civile ?

Nous avons concentré les meilleures forces de notre Parti dans l'Armée Rouge ; nous avons mobilisé l'élite de nos ouvriers ; en quête de forces nouvelles, nous nous sommes adressés là où plongent les racines les plus profondes de notre dictature. C'est aussi dans ce sens que nous devons, j'en suis persuadé, rechercher les moyens de refondre l'Inspection ouvrière et paysanne. Je propose au XII^e Congrès de notre Parti d'adopter le plan de réorganisation que voici, et qui prévoit une extension, d'un genre particulier, de notre Commission centrale de contrôle.

L'assemblée plénière du Comité central de notre Parti tend manifestement à devenir en quelque sorte une conférence suprême du Parti. Elle ne se réunit pas plus d'une fois tous les deux mois, en d'adopter le Comité central, on le sait, confie le travail courant à notre Bureau politique, à notre Bureau d'organisation, à notre Secrétariat, etc. Je pense qu'il nous faut suivre jusqu'au bout la voie où nous nous sommes engagés, et transformer définitivement les assemblées plénières du Comité central en conférences suprêmes du Parti, tenues une fois tous les deux mois, et auxquelles prendrait Part la Commission centrale de contrôle. Quant à cette dernière, elle fusionnerait avec la partie essentielle de j'inspection ouvrière et paysanne réorganisée, en observant les conditions ci-après.

Je propose au congrès d'élire pour la Commission centrale de contrôle 75 à 100 nouveaux membres choisis parmi les ouvriers et les paysans. Les camarades élus seront soumis, en tant que membres du Parti, à une vérification pareille à celle que subissent tous les membres du Comité central, puisqu'ils jouiront de tous- les droits attachés à cette qualité.

D'autre part, l'Inspection ouvrière et paysanne sera ramenée à 300 ou 400 employés, particulièrement vérifiés eu égard à leur bonne foi et à leur connaissance de notre appareil d'Etat ; ils devront aussi subir une épreuve spéciale attestant qu'ils sont au courant des principes de l'organisation -

scientifique du travail en général, notamment de l'administration, du travail de bureau, etc.

Je pense que cette fusion de l'Inspection ouvrière et paysanne et de la Commission centrale de contrôle sera uti-le à ces deux institutions. D'une part, l'Inspection acquerra ainsi une haute autorité morale, au moins égale à celle du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères. D'autre part notre Comité central - avec la Commission centrale de contrôle - deviendra définitivement une -conférence suprême du Parti ; à dire vrai, il s'est déjà engagé dans cette voie où il lui faut aller jusqu'au bout, afin de pouvoir judicieusement s'acquitter de sa tâche sous un double rapport : faire en sorte que son organisation et son travail soient méthodiques, rationnels et systématiques, que la liaison réelle avec les grandes masses soit assurée par le truchement de l'élite de nos ouvriers et de nos paysans.

Je prévois une objection émanant directement ou non des milieux responsables de la caducité de notre appareil, c'est-à-dire de la part de ceux qui tiennent à conserver notre appareil sous la forme pré révolutionnaire outrée et poussée jusqu'à l'inconvenance, tel qu'il existe encore actuellement (au fait, nous avons maintenant l'occasion assez rare dans l'histoire de fixer les délais nécessaires pour opérer des réformes sociales radicales ; et nous voyons fort bien aujourd'hui ce *que* l'on peut faire en cinq ans et ce qui demande des délais bien plus longs).

Cette objection tend à faire croire que la réforme proposée par moi n'amènera que le chaos. Les membres de la Commission centrale de contrôle s'en iraient vaguer à travers les institutions, sans savoir où s'adresser, ni à qui, ni pourquoi, semant partout le désordre, détournant les employés de leur travail courant, etc., etc.

Je pense que les raisons de cette objection malveillante sont si claires qu'il est inutile même d'y répondre. Il va de soi que le Présidium de la Commission centrale de contrôle et le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, ainsi que son collègue (et aussi dans certains cas le Secrétariat du Comité central) auront à fournir plus d'une année d'efforts persévérants pour organiser rationnellement leur Commissariat du Peuple et le travail de ce dernier, en commun avec la Commission centrale de contrôle. Le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne peut, selon moi, rester (et doit rester) commissaire du peuple ; ainsi que tout le collège, il continuera de diriger l'activité de l'Inspection ouvrière et paysanne, y compris celle des membres de la Commission centrale de contrôle, qui seront considérés comme ayant été mis à la disposition de ce commissaire. Les 300 à 400 employés de l'Inspection ouvrière et paysanne qui restent, d'après mon plan, rempliront d'une part les, fonctions de secrétaires auprès des autres membres de l'Inspection ouvrière et paysanne, de même qu'auprès des nouveaux membres de la Commission centrale de contrôle ; d'autre part, ils devront *être hautement qualifiés, vérifiés avec soin, particulièrement sûrs, et toucher des appointements élevés qui les tireraient de cette situation vraiment misérable (pour ne pas dire davantage) qui est aujourd'hui celle des fonctionnaires de l'Inspection ouvrière et paysanne.

Je suis certain qu'on réduisant le nombre des employés au chiffre indiqué, on améliorera de beaucoup la valeur des cadres de l'Inspection ouvrière et paysanne aussi bien que la qualité de l'ensemble du travail ; on permettra ainsi au commissaire du peuple et aux membres du collège de concentrer tous leurs efforts pour organiser le travail et relever sa qualité de façon systématique et continue, chose d'une nécessité si impérieuse pour le pouvoir ouvrier et paysan et pour notre régime des Soviets.

D'autre part, je pense aussi que le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne devra s'appliquer à fusionner en partie ou à coordonner en partie l'activité des Instituts supérieurs pour l'organisation du travail (Institut central du Travail, Institut de l'organisation scientifique du Travail, etc.) qui sont au nombre de 12 au moins dans la République. L'uniformité excessive et la tendance à fusionner qui en résulte seraient nuisibles. Au contraire, il faut trouver là une solution raisonnable, un juste milieu entre la fusion de ces institutions en un tout et leur délimitation judicieuse, en laissant à chacune d'elles une certaine indépendance.

Il est hors de doute que notre Comité central gagnera à cette réforme autant que l'Inspection ouvrière et paysanne ; il y gagnera au point de vue de sa liaison avec les masses et aussi au point de vue de la régularité et de l'efficacité de ses activités. On pourra alors (et l'on devra) adopter un système plus rigoureux et plus adéquat pour préparer les séances du Bureau politique, auxquelles devront assister un nombre déterminé de membres de la Commission centrale de contrôle, déterminé soit pour une période de temps, soit d'après un certain plan d'organisation.

Le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, d'accord avec le Présidium de la Commission centrale de contrôle, devra répartir le travail entre les membres de cette dernière, selon leurs obligations d'assister aux séances du Bureau politique et de vérifier tous les documents qui, d'une façon ou d'une autre, lui seront soumis ; ou bien, de consacrer une partie de leur journée de travail à la préparation théorique, à l'étude de l'organisation scientifique du travail, ou encore de participer pratiquement au contrôle et au perfectionnement de notre appareil d'Etat, depuis les institutions supérieures jusqu'aux institutions de base, locales, etc.

Je crois aussi qu'en dehors de l'avantage politique que présente cette réforme - à savoir que les membres du Comité central et ceux de la Commission centrale de contrôle seront infiniment mieux renseignés, mieux préparés pour les séances du Bureau politique (tous les documents se rapportant à ces séances doivent être remis à tous les membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, au plus tard 24 heures avant la séance du Bureau politique, sauf les cas ne souffrant absolument aucun retard, et pour lesquels on avisera spécialement au moyen d'informer les membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, et au moyen de statuer là-dessus) - il y aura encore cet autre avantage qu'au sein de notre Comité central diminuera l'influence des facteurs purement personnels et fortuits, ce qui aura pour effet de diminuer le danger d'une scission.

Notre Comité central est devenu un organisme strictement centralisé et jouissant d'une grande autorité morale. Mais le travail de cet organisme

n'est pas placé dans des conditions correspondant à cette autorité. La réforme que je propose doit remédier à cette situation. Et les membres de la Commission centrale de contrôle, qui sont tenus d'assister en nombre déterminé à chaque séance du Bureau politique formeront un groupe cohérent qui devra - " sans considération de personnes " - veiller à ce qu'aucune influence ne puisse les empêcher de faire une enquête, de vérifier les dossiers et, en général, d'obtenir une clarté absolue et une stricte régularité de toutes les affaires.

Certes, dans notre République des Soviets, le régime social est fondé sur la collaboration de deux classes : les ouvriers et les paysans, collaboration à laquelle sont également admis aujourd'hui, à de certaines conditions, les " nepmans ", c'est-à-dire la bourgeoisie. Si des désaccords sérieux surgissaient entre ces classes, la scission serait inéluctable. Mais notre régime social ne renferme pas nécessairement les germes d'une pareille scission. Et la principale tâche de notre Comité central et de notre Commission centrale de contrôle, ainsi que de l'ensemble de notre Parti, est de surveiller attentivement les facteurs pouvant donner lieu à la scission, et de les prévenir, car le sort de notre République dépendra en fin de compte de ceci : la masse paysanne, fidèle à son alliance avec la classe ouvrière, marchera-t-elle avec cette dernière, ou bien laissera-t-elle les " nepmans ", c'est-à-dire la nouvelle bourgeoisie, la désunir la séparer des ouvriers? Plus clairement nous apparaîtra cette alternative, plus clairement nos ouvriers et nos paysans s'en rendront compte, et plus nous aurons de chances d'éviter la scission, qui serait funeste pour la République des Soviets.

Le 23 janvier 1923.

" Pravda " n° 16, Conforme au texte du 25 janvier 1923 ' du journal, collationné

Signé: N. Lénine sur le sténogramme

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX

En ce qui concerne le perfectionnement de notre appareil d'Etat, l'Inspection ouvrière et paysanne ne doit pas, à mon avis, se presser ni courir après la quantité. Jusqu'à ce jour, nous avons eu si peu de temps pour songer et veiller à la qualité de notre appareil d'Etat, que le souci serait légitime de le former avec un soin tout particulier, de concentrer dans l'Inspection ouvrière et paysanne un matériel humain de haute qualité, c'est-à-dire qui ne le cède en rien aux meilleurs modèles occidentaux. Certes, pour une république socialiste, c'est trop modeste. Mais les premières cinq années nous ont joliment farci la tête de méfiance et de scepticisme. Nous sommes enclins, malgré nous, à nous pénétrer de ce sentiment à l'égard de ceux qui dissertent beaucoup trop et trop aisément, par exemple, sur la " culture prolétarienne " : il nous suffirait pour commencer d'avoir une véritable culture bourgeoise ; il nous suffirait pour commencer de nous passer des types particulièrement invétérés de cultures pré bourgeoises, c'est-à-dire bureaucratique ou féodale, etc. En cette matière, la précipitation et la surenchère sont le plus nuisibles. Beaucoup de nos jeunes littérateurs et communistes devraient se le mettre bien dans la tête.

Et maintenant, en ce qui concerne l'appareil d'Etat, nous devons tirer de l'expérience passée cette conclusion qu'il vaut mieux procéder plus lentement. Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts ; ces derniers ne l'oublions pas, remontent au passé, lequel, il est vrai, a été bouleversé, mais n'est pas encore aboli ; il ne s'agit pas d'un stade culturel révolu depuis longtemps. Je pose ici la question précisément de la culture, parce que dans cet ordre de choses, il ne faut tenir pour réalisé que ce qui est entré dans la vie culturelle, dans les mœurs, dans les coutumes. Or, chez nous, ce qu'il y a de bon dans notre organisation sociale est saisi à la hâte, on ne peut moins médité, compris, senti, vérifié, éprouvé, confirmé par l'expérience, consolidé, etc. Il ne pouvait certes en être autrement à une époque révolutionnaire et avec un développement tellement vertigineux qui nous a amené, en cinq ans, du tsarisme au régime des Soviets.

Il est temps de devenir raisonnable. Il faut se pénétrer d'une méfiance salutaire envers un élan inconsidéré, envers toute espèce de vantardise, etc. ; il faut songer à, vérifier les dispositions que nous proclamons à chaque heure, que nous prenons à chaque minute et dont nous démontrons ensuite à chaque seconde la faiblesse, le caractère inconsistant et inintelligible. Le plus nuisible, ici, ce serait la précipitation. Le plus nuisible serait de croire que le peu que nous savons suffit, ou encore que nous possédons un nombre plus ou moins considérable d'éléments pour édifier un appareil vraiment neuf, et qui mérite véritablement le nom d'appareil socialiste, soviétique, etc.

- Non, cet appareil, nous ne l'avons pour ainsi dire pas, et même nous possédons ridiculement peu d'éléments qui permettent de le créer. Et nous ne devons pas oublier que pour le mettre en place il ne faut pas ménager son temps, et que cela prendra beaucoup, beaucoup, beaucoup d'années.

Quels éléments possédons-nous pour créer cet appareil ? Deux seulement. En premier lieu, les ouvriers exaltés par la lutte pour le socialisme. Ils ne sont pas suffisamment instruits. Ils voudraient bien nous donner un appareil meilleur. Mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Ils ne peuvent pas le faire. Ils ne sont pas assez formés, ils n'ont pas le niveau de culture requis. Or, pour ce faire, il faut justement avoir de la culture. Ici, l'on ne peut s'en tirer par un coup d'audace ou un assaut, avec de l'énergie ou du cran, ou, en général, par une des meilleures qualités humaines, quelle qu'elle soit, En second lieu, nous possédons des éléments de connaissance, d'instruction, d'enseignement, mais ridiculement peu par rapport à tous les autres pays. Et il ne faut pas oublier que nous sommes encore trop enclins à vouloir suppléer à ce savoir (ou à nous imaginer que l'on peut y suppléer) par le zèle, la précipitation, etc.

Pour rénover notre appareil d'Etat, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement, nous instruire ; deuxièmement, nous instruire encore ; troisièmement, nous instruire toujours. Ensuite, avoir soin que le savoir ne reste pas chez nous lettre morte ou une phrase à la mode (ce qui, avouons-le, nous arrive bien souvent) ; que le savoir pénètre vraiment dans l'esprit, devienne partie intégrante de notre vie, pleinement et effectivement. Bref, il nous faut exiger autre chose que ce qu'exige la bourgeoisie de l'Europe occidentale, savoir ce qu'il est digne et convenable d'exiger pour un pays qui se propose de devenir un pays socialiste.

Conclusion : nous devons faire de l'Inspection ouvrière et paysanne, instrument d'amélioration de notre appareil d'Etat, une institution vraiment exemplaire. Pour qu'elle puisse atteindre ait niveau voulu, il faut s'en tenir à la règle : vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.

Pour cela, il faut que tout ce qu'il y a de vraiment meilleur dans notre régime social soit mis en couvres avec le maximum de prudence, de réflexion et de compétence, en vue de créer ce nouveau Commissariat du peuple.

Pour cela, il faut que les meilleurs éléments de notre régime social, à savoir : les ouvriers avancés, d'abord, et, en second lieu, les éléments vraiment instruits, pour lesquels on peut se porter garant qu'ils ne croiront rien sur parole et qu'ils ne diront pas un mot qui soit contraire à leur conscience, ne craignent pas de prendre conscience des difficultés, quelles qu'elles soient, et ne reculent devant aucune lutte pour atteindre le but qu'ils se seront sérieusement assigné.

Voilà cinq ans que nous nous évertuons à perfectionner notre appareil d'Etat. Mais ce n'a été là qu'une agitation vaine qui, en ces cinq ans, nous a montré simplement qu'elle était inefficace, ou même inutile, voire nuisible. Cette vaine agitation nous donnait une apparence de travail en réalité, elle encrassait nos institutions et nos cerveaux, Il faut enfin que cela change. Il faut adopter cette règle : mieux vaut moins, mais mieux. Il faut adopter cette règle : mieux vaut dans deux ans ou même, dans trois ans, que précipiter les choses sans aucun espoir de former un bon matériel humain. Je sais qu'il sera difficile d'observer cette règle et de l'appliquer dans notre situation. Je sais que la règle contraire se frayera un chemin par mille tours et détours. Je sais qu'il faudra opposer une résistance formidable, qu'il s'agira de faire preuve d'une persévérance prodigieuse ; que ce travail, dans les premières années du moins, sera diablement ingrat. Et cependant je suis persuadé que c'est seulement ainsi que nous parviendrons à notre but et saurons, une fois ce but atteint, fonder une république réellement digne du nom de République socialiste, soviétique, etc., etc., etc.

Il est probable que beaucoup de lecteurs aient trouvé trop insuffisants les chiffres que j'ai cités à titre d'exemple dans mon premier article * " Je suis sûr que l'on peut produire bien des calculs pour montrer l'insuffisance de ces chiffres. Mais je pense que par-dessus tous les calculs possibles et imaginables, nous devons mettre une chose : une qualité vraiment exemplaire.

J'estime que le moment est justement venu où nous devons nous occuper comme il convient, avec tout le sérieux voulu, de notre appareil d'Etat, et où la précipitation serait peut-être ce qui causerait le plus grand tort. Aussi je tiens à mettre en garde contre un accroissement de ces chiffres. Bien au contraire, je pense qu'ici il faut se montrer particulièrement avare de chiffres. Parlons net. Le Commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas à l'heure actuelle d'une ombre de prestige. Tout le monde sait qu'il n'est point d'institutions Plus mal organisées que celles relevant de notre Inspection ouvrière et paysanne, et que dans les conditions actuelles on ne peut rien exiger de ce Commissariat. Il nous faut bien retenir cela si nous voulons vraiment arriver à constituer, d'ici quelques années, une institution qui, premièrement, sera exemplaire, deuxièmement, inspirera à tous une confiance absolue, et troisièmement, montrera à tous et à chacun que nous avons réellement justifié les activités de cette haute institution qu'est la Commission centrale de contrôle. Toutes les normes générales du personnel de ses administrations doivent, à mon avis, être bannies d'emblée et sans recours. Nous devons choisir les cadres de l'Inspection ouvrière et paysanne avec un soin particulier, en leur faisant subir le plus rigoureux examen, pas autrement. En effet, à quoi bon fonder un Commissariat du Peuple où le travail se ferait tant bien que mal, qui, derechef, n'inspirerait pas la moindre confiance, et dont l'opinion n'aurait

qu'une infime autorité ? Je pense que notre tâche principale est de l'éviter lors de la réorganisation que nous projetons actuellement.

Les ouvriers que nous désignons comme membres de la Commission centrale de contrôle doivent être des communistes irréprochables, et je pense qu'il faudra leur consacrer un long effort pour leur apprendre les méthodes et les objectifs de leur travail. Ensuite, il devra y avoir un nombre déterminé de secrétaires comme auxiliaires à qui l'on aura soin de faire subir un triple contrôle avant de les admettre. Enfin, ceux des postulants que nous aurons décidés, à titre d'exception, d'engager d'emblée à l'Inspection ouvrière et paysanne, devront répondre aux conditions ci-après :

premièrement, ils seront recommandés par plusieurs communistes;

deuxièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent notre appareil d'Etat;

troisièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent les éléments de la théorie relative à notre appareil d'Etat, les principes de la science administrative, les écritures, etc.;

quatrièmement, ils devront oeuvrer en bonne intelligence avec les membres de la Commission centrale de contrôle et avec leur propre secrétariat, de façon que nous puissions répondre du bon fonctionnement de l'appareil tout entier.

Je sais que ce sont là des conditions hors de pair, et je crains fort que la majorité des " praticiens " de l'Inspection ouvrière et paysanne ne les déclarent irréalisables, ou ne les accueillent avec un sourire dédaigneux. Mais je demande à n'importe lequel des dirigeants actuels de l'Inspection ouvrière et paysanne ou des personnes rattachées à ce Commissariat : peut-il me dire franchement quelle est l'utilité pratique de ce Commissariat du Peuple qu'est l'Inspection ouvrière et paysanne"? Je pense que cette question lui permettra de trouver le sens de la mesure. Ou bien il ne vaut pas la peine de procéder à la réorganisation nous en avons tant vu - de cette entreprise désespérée qu'est l'Inspection ouvrière et paysanne ; ou bien il faut vraiment se donner comme tâche de créer par un effort lent, difficile, inaccoutumé, non sans recourir à de nombreuses vérifications, quelque chose de vraiment exemplaire, susceptible d'inspirer le respect à tous et à chacun, non pas seulement parce que titres et grades obligent.

Si l'on ne s'arme pas de patience, si l'on ne consacre pas à cette oeuvre plusieurs années, mieux vaut ne pas l'entreprendre. Je pense que parmi les établissements que nous avons déjà enfantés, en fait d'instituts supérieurs du travail etc., il faut choisir un minimum, vérifier s'ils sont organisés avec tout le sérieux requis, et continuer le travail, mais seulement de façon qu'il soit réellement à la hauteur de la science moderne, qu'il nous fasse bénéficier de toutes ses acquisitions. Dès lors, ce ne sera pas une utopie d'espérer avoir, dans quelques années, une institution qui sera en mesure de s'acquitter de sa tâche, c'est-à-dire de perfectionner notre appareil d'Etat avec méthode, sans défaillance, en jouissant de la confiance de la classe ouvrière, du Parti communiste de Russie et de toute la population de notre République. L'action préparatoire pourrait commencer dès maintenant. Si le Commissariat de l'Inspection

ouvrière et paysanne acceptait le plan de cette réforme, il pourrait entamer tout de suite les préparatifs et continuer d'agir systématiquement pour les faire aboutir, sans se presser et sans refuser de refaire ce qui aura été fait une fois.

Les demi-mesures seraient ici nuisibles au plus haut point. Toutes les considérations d'un autre ordre que l'on pourrait émettre au sujet des effectifs de l'Inspection ouvrière* et paysanne, seraient en réalité fondées sur les vieux principes bureaucratiques, sur les vieux préjugés, sur ce quia déjà été condamné et qui provoque la risée publique, etc. Somme toute, la question se pose ainsi :

Ou bien montrer, dès à présent, que nous avons acquis des connaissances sérieuses en matière de construction de l'Etat (il n'est pas défendu d'apprendre quelque chose en cinq ans); ou bien nous ne sommes pas encore mûrs pour cela, et alors, il ne vaut pas la peine de s'en charger.

Je pense qu'avec le matériel humain dont nous disposons, il ne sera pas immodeste de présumer que nous en savons déjà assez pour pouvoir reconstruire à neuf, avec méthode, au moins un seul Commissariat du peuple. Il est vrai que ce seul Commissariat doit donner la mesure de l'ensemble de notre appareil d'Etat.

Ouvrir immédiatement un concours pour la rédaction de deux manuels ou plus, traitant de l'organisation du travail en général, et spécialement de l'administration. On pourrait prendre pour base le livre de Iermanski, encore que soit dit entre parenthèses, cet auteur sympathise manifestement avec le menchévisme et soit incapable de rédiger un manuel pouvant convenir au pouvoir d'es Soviets. Ensuite, on pourrait prendre pour base l'ouvrage récemment paru de Kerjentssev, ; enfin, on pourrait aussi mettre à profit quelques autres manuels traitant divers - aspects de la question.

Envoyer quelques personnes averties et consciencieuses en Allemagne ou en Angleterre pour recueillir la documentation et étudier le problème. J'ai dit l'Angleterre pour le cas où le voyage en Amérique ou au Canada serait impossible. Nommer une commission chargée d'élaborer le programme préliminaire des examens à faire subir aux personnes qui sollicitent une place à l'Inspection ouvrière et paysanne ; de même pour les postulants aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle. Ces activités et autres analogues ne gêneront, bien entendu, ni le commissaire du peuple, ni les membres du collège de l'Inspection ouvrière et paysanne, ni le présidium de la Commission centrale de contrôle. Parallèlement, il faudra désigner une commission préparatoire chargée de trouver des candidats aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle." J'espère que pour ces postes nous aurons aujourd'hui un nombre de candidats plus que suffisant, tant parmi les collaborateurs expérimentés des administrations que parmi les étudiants de nos écoles soviétiques. Il ne serait guère rationnel d'exclure à l'avance telle ou telle catégorie. Il nous faudra probablement donner la préférence à un personnel varié pour cette institution, où nous devons rechercher une synthèse de nombreuses qualités, de mérites divers. De sorte qu'il y aura à fournir un gros effort pour dresser la liste des candidats. Il serait indésirable au plus haut point que ce nouveau Commissariat soit formé

d'après un standard unique, mettons , le type de fonctionnaire, ou en éliminant le type d'agitateur, ou les hommes dont le trait distinctif est la sociabilité ou la faculté de pénétrer dans des milieux guère familiers à ce genre de collaborateurs, etc.

Il me semble que je traduirai mieux ma pensée en comparant mon plan à des institutions de caractère académique. Les membres de la Commission centrale de contrôle seront tenus, sous la direction de leur présidium, d'examiner régulièrement tous les dossiers et documents du Bureau politique. D'autre part, ils devront répartir rationnellement leur temps entre les divers travaux de vérification des écritures dans nos institutions, depuis les plus petites et les moins importantes jusqu'aux grandes administrations de l'Etat. Enfin, ils devront aussi étudier la théorie, c'est-à-dire la théorie de l'organisation du travail auquel ils ont l'intention de se consacrer ; ils auront de même à effectuer des exercices pratiques sous la direction soit de camarades expérimentés, soit de professeurs des instituts supérieurs de l'organisation du travail.

Mais je pense qu'ils n'auront pas lieu de se borner à cette activité purement académique. Il leur faudra se préparer, en outre, à des fonctions que je n'hésiterais pas à appeler préparation à la chasse, je ne dirais pas aux filous, mais à quelque chose dans ce genre, et invention de ruses destinées à dissimuler leurs campagnes, leurs marches et contremarches, etc.

Dans les institutions de l'Europe occidentale, de pareilles propositions auraient provoqué une indignation inouïe.,

un sentiment de révolte morale, etc. ; mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point-là. La NEP chez nous ne s'est pas encore acquise une réputation telle que l'on puisse se formaliser à l'idée d'attraper quelqu'un. Notre République des Soviets a été édiflée depuis si peu de temps, et il y a là un tel bric-à-brac que personne ne songera à s'offusquer à l'idée que l'on puisse, dans ce fatras, opérer des fouilles à l'aide de certaines ruses et de coups de sonde visant quelquefois des sources assez éloignée ou s'effectuant par des voies assez détournées. Et si même quelqu'un y songeait, on peut être certain que nous en ririons tous de bon cœur.

Notre nouvelle Inspection ouvrière et paysanne, nous l'espérons, laissera loin derrière elle cette qualité que les Français dénomment *pruderie* *, et quo nous pourrions appeler affectation ridicule ou ridicule ostentation, et qui fait supérieurement le jeu de toute notre bureaucratie, tant de nos institutions soviétiques que des organisations du Parti, car, soit dit entre parenthèses, la bureaucratie existe chez nous dans les unes comme dans les autres.

Si j'ai écrit plus haut que nous devons nous instruire jet encore nous instruire dans les écoles supérieures d'organisation du travail, etc., cela ne veut pas dire le moins du monde que je conçoive cet " enseignement " à la façon scolaire, ou que je me borne à l'idée d'un enseignement scolaire. J'espère qu'un vrai révolutionnaire ne me soupçonnera pas d'avoir renoncé ici à entendre par " enseignement " une farce mi-plaisante, une ruse, un bon tour ou quelque chose dans ce genre. Je sais que dans un Etat grave et compassé de l'Europe occidentale, cette idée aurait vraiment

provoqué l'horreur ; aucun fonctionnaire qui se respecte n'aurait consenti même à la discuter. Mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point, et que la discussion de cette idée ne provoque chez nous que de la bonne humeur.

En effet, pourquoi ne pas joindre l'agréable à l'utile ? Pourquoi ne pas profiter d'une farce plaisante ou mi-plaisante pour surprendre quelque chose de ridicule, quelque chose de nuisible, ou de semi-ridicule, de semi-nuisible, etc. ?

Il me semble que notre Inspection ouvrière et paysanne gagnera beaucoup à tenir compte de ces considérations, et que la liste des cas où notre Commission centrale de contrôle ou ses collègues de l'Inspection ouvrière et paysanne ont remporté quelques-unes de leurs plus brillantes victoires, s'enrichira de nombreux exploits de nos futurs inspecteurs et contrôleurs, en des endroits qu'il n'est guère commode de mentionner dans des manuels décents et graves.

Comment peut-on réunir une institution du Parti à une administration soviétique ? N'y a-t-il pas là quelque chose d'inadmissible ?

Je ne pose pas cette question en mon nom, mais au nom de ceux auxquels j'ai fait allusion plus haut, en disant que nous avons des bureaucrates non seulement dans nos administrations soviétiques, mais aussi dans les organisations du Parti.

En effet, pourquoi ne pas réunir les unes et les autres quand l'intérêt de la chose le commande ? Est ce que personne n'a jamais remarqué, par exemple, que dans un Commissariat du Peuple comme celui des Affaires étrangères, une semblable réunion est extrêmement utile et se pratique dès sa fondation ? Le Bureau politique ne discute-t-il pas, du point de vue du Parti, quantité de questions, grandes et petites, relatives à nos " contre manœuvres " en réponse aux " manœuvres " des puissances étrangères, afin de prévenir, disons, quelque ruse de leur part, pour être poli ? L'alliance souple de l'élément administratif et de l'élément du Parti n'est-elle pas une source d'énergie immense dans notre politique ? Je crois que ce qui a fait ses preuves, s'est consolidé dans notre politique extérieure, et qui est entré dans les mœurs au point de ne plus provoquer le moindre doute en la matière, serait non moins opportun (et même beaucoup plus, à mon avis) dans l'ensemble de notre appareil d'Etat. Or, l'Inspection ouvrière et paysanne doit justement prendre en considération notre appareil d'Etat tout entier, et son activité doit porter sur toutes les institutions de l'Etat sans aucune exception, locales, centrales, commerciales, purement administratives, scolaires, théâtrales, archives, etc., en un mot, toutes, sans la moindre exception.

Pourquoi donc pour une institution de cette envergure et qui demande, en outre, une souplesse extraordinaire des formes de son activité, - pourquoi donc ne pas admettre pour elle une fusion particulière de l'organisme de contrôle du Parti avec celui de l'Etat ?

Pour moi je n'y verrais aucun inconvénient. Bien plus je crois que cette fusion est le seul gage d'une activité féconde. Je pense que tous les doutes à cet égard émanent des recoins les plus poussiéreux de notre

appareil d'Etat, et qu'ils ne méritent qu'une chose, c'est d'être tournés en ridicule.

Autre doute : convient-il d'associer les études à l'exercice d'une fonction ? Il me semble que non seulement cela convient, mais que c'est nécessaire. En général, malgré toute notre attitude révolutionnaire à l'égard des principes qui régissent les Etats d'Occident, ceux-ci ont réussi à nous inoculer une série de préjugés des plus nuisibles et ridicules. Dans une certaine mesure, cette contagion nous vient aussi de nos aimables bureaucrates qui nous l'ont passée sciemment, dans l'espoir de pouvoir - souvent pêcher dans l'eau trouble de ces préjugés. Et ils ont pêché dans cette eau trouble au point que seuls les aveugles impénitents parmi nous n'ont pas remarqué combien largement cette pêche était pratiquée.

Dans toute la sphère des rapports sociaux, économiques et politiques nous sommes " terriblement " révolutionnaires. Mais en ce qui concerne la hiérarchie, le respect des formes et des usages de la procédure administrative, notre " révolutionnarisme " fait constamment place à l'esprit de routine le plus moisi. On peut ici constater un phénomène du plus haut intérêt, savoir que dans la vie sociale le plus prodigieux bond en avant s'allie fréquemment à une monstrueuse indécision devant les moindres changements.

Cela se conçoit, parce que les pas en avant les plus audacieux relevaient, depuis fort longtemps, du domaine de la théorie, d'un domaine cultivé principalement, voire presque exclusivement, sur le plan théorique. Ecœuré par l'abominable réalité bureaucratique, le Russe soulageait son coeur chez lui en échafaudant des systèmes éminemment audacieux ; et c'est pourquoi ces systèmes éminemment audacieux prenaient chez nous un caractère extraordinairement étroit. On voyait coexister chez nous la hardiesse dans les constructions d'ordre général et une timidité surprenante devant la plus insignifiante des réformes administratives. L'idée d'une prodigieuse révolution agraire universelle était élaborée avec une audace inconnue dans les autres pays ; et à côté de cela, on manquait d'imagination pour réaliser une réforme administrative de dixième ordre ; on manquait d'imagination ou de patience pour appliquer à cette réforme les principes généraux qui, touchant les problèmes d'ordre général, donnaient de si " brillants " résultats.

Voilà pourquoi notre vie présente réunit en elle de façon saisissante des traits d'audace stupéfiante et une indécision de pensée devant les changements les plus insignifiants. Je crois qu'il n'en a jamais été autrement dans toutes les révolutions vraiment grandes, car elles naissent des contradictions entre l'ancien, la tendance à remanier l'ancien, et la tendance la plus abstraite vers ce qui est nouveau, nouveau au point de ne plus contenir un seul grain du passé. Et plus cette révolution est radicale, plus longtemps subsisteront ces contradictions.

Le trait général caractérisant notre vie actuelle est celui-ci : nous avons détruit l'industrie capitaliste, nous nous sommes appliqués à démolir à fond les institutions moyenâgeuses, la propriété seigneuriale, et sur cette base, nous avons créé la petite et très petite paysannerie qui suit le prolétariat, confiante dans les résultats de son action révolutionnaire. Cependant, avec cette confiance à elle seule, il ne nous est pas facile de

tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés ; car la petite et la toute petite paysannerie, surtout sous la NEP, reste, par nécessité économique, à un niveau de productivité du travail extrêmement bas. Au demeurant, la situation internationale fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière ; que dans l'ensemble la productivité du travail national est maintenant sensiblement moins élevée chez nous qu'avant la guerre. Les puissances capitalistes de l'Europe occidentale, partie sciemment, partie spontanément, ont fait tout leur possible pour nous rejeter en arrière, pour profiter de la guerre civile en Russie en vue de ruiner au maximum notre pays. Précisément une telle issue à la guerre impérialiste leur apparaissait, bien entendu, comme offrant des avantages sensibles ; si nous ne renversons pas le régime révolutionnaire en Russie, nous entraverons du moins son évolution vers le socialisme, voilà à peu près comment ces puissances raisonnaient, et de leur point de vue, elles ne pouvaient raisonner autrement. En fin de compte elles ont accompli leur tâche à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant tel qu'il eût justifié les prévisions des socialistes, qui leur eût permis de développer à une cadence extrêmement rapide les forces productives ; de développer toutes les possibilités dont l'ensemble eût formé le socialisme ; de montrer à tous et à chacun nettement, de toute évidence, que le socialisme implique des forces immenses et que l'humanité est passée maintenant à un stade de développement nouveau, qui comporte des perspectives extraordinairement brillantes.

Le système des rapports internationaux est maintenant tel qu'en Europe, un Etat, l'Allemagne, est asservi par les vainqueurs. Ensuite, plusieurs Etats, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de la victoire, dans des conditions qui leur permettent d'en profiter pour faire certaines concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de " paix sociale ". Par ailleurs, bon nombre de pays, ceux d'Orient, l'Inde, la Chine, etc., précisément du fait de la dernière guerre impérialiste, se sont trouvés définitivement rejetés hors de l'ornière. Leur évolution s'est orientée définitivement dans la voie générale du capitalisme européen. La fermentation qui travaille toute l'Europe y a commencé. Et il est clair maintenant, pour le monde entier, qu'ils se sont lancés dans une voie qui ne peut manquer d'aboutir à une crise de l'ensemble du capitalisme mondial.

Nous sommes donc à l'heure actuelle placés devant cette question : saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ? Mais ils ne l'achèvent pas comme nous le pensions auparavant. Ils l'achèvent non par une " maturation " régulière du socialisme chez eux, mais au prix de l'exploitation de certains Etats par d'autres, de l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient. D'autre part, précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est

entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire, et a été définitivement entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial.

Quelle tactique cette situation impose-t-elle à notre pays ? Évidemment la suivante : nous devons faire preuve de la plus grande prudence, afin de conserver notre pouvoir ouvrier, de maintenir sous son autorité et sous sa direction notre petite et toute petite paysannerie. Nous avons pour nous cet avantage que le monde entier est entraîné d'ores et déjà dans un mouvement qui doit engendrer la révolution socialiste universelle. Mais nous avons aussi ce désavantage que les impérialistes sont parvenus à scinder le monde en deux camps ; et cette scission se complique du fait que l'Allemagne, pays où le capitalisme est réellement évolué, ne saurait que très difficilement se relever aujourd'hui. Toutes les puissances capitalistes de ce qu'on appelle l'Occident la déchiquètent et l'empêchent de se relever. D'autre part, l'Orient tout entier, avec ses, centaines de millions de travailleurs exploités, réduits à la dernière extrémité, est placé dans des conditions où ses forces physiques et matérielles ne sauraient aucunement soutenir la comparaison avec les forces physiques, matérielles et militaires de n'importe quel Etat, fût-il beaucoup plus petit, de l'Europe occidentale.

Pouvons-nous conjurer le choc futur avec ces pays impérialistes ? Pouvons-nous espérer que les antagonismes et les conflits internes entre les pays impérialistes prospères -d'Occident et les pays impérialistes prospères d'Orient nous laisseront une trêve pour la deuxième fois, comme ils l'ont fait la première fois, lorsque la croisade entreprise par la contre-révolution occidentale pour venir en aide à la contre-révolution russe échoua par suite des contradictions qui existaient dans le camp des contre-révolutionnaires d'Occident et d'Orient, dans celui des exploités orientaux et des exploités occidentaux, dans celui du Japon et de l'Amérique ?

Il me semble qu'à cette question il faut répondre que la solution dépend ici d'un trop grand nombre de facteurs ; ce qui permet, en somme, de prévoir l'issue de la lutte, c'est le fait qu'en fin de compte, le capitalisme lui-même instruit et éduque pour la lutte l'immense majorité de la population du globe.

L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement ; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale. Dans ce sens, la victoire définitive du socialisme est absolument et pleinement assurée.

Mais ce qui nous intéresse, ce n'est point cette inévitable victoire finale du socialisme. Ce qui nous intéresse, c'est la tactique que nous devons suivre, nous, Parti communiste de Russie, nous, pouvoir des Soviets de Russie, pour empêcher les Etats contre-révolutionnaires de l'Europe occidentale de nous écraser. Pour que nous puissions subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les Etats

les plus civilisés du monde et les pays arriérés comme ceux de l'Orient, et qui forment cependant la majorité, il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser. Nous non plus, nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons J'es prémisses politiques. Il nous faut suivre cette tactique, ou bien adopter pour notre salut la politique suivante.

Nous devons nous efforcer de construire un Etat où les ouvriers continueraient à exercer la direction sur les paysans, garderaient la confiance de ces derniers, et par une économie rigoureuse, banniraient de tous les domaines de la vie sociale jusqu'aux moindres excès. Nous devons réaliser le maximum d'économie dans notre appareil d'Etat. Nous devons, en bannir toutes les traces d'excès que lui a laissées en si grand nombre la Russie tsariste, son appareil capitaliste et bureaucratique.

Est-ce que ce ne sera pas le règne de la médiocrité paysanne ?

Non. Si nous conservons à la classe ouvrière sa direction sur la paysannerie, nous pourrons, au prix d'une économie des plus rigoureuses dans la gestion de notre Etat, employer la moindre somme économisée pour développer notre grande industrie mécanisée, l'électrification, l'extraction hydraulique de la tourbe, pour achever la construction de la centrale hydroélectrique du Volkhov ¹⁴⁹ etc.

Là, et là seulement, est notre espoir. Alors seulement nous pourrons, pour employer une image, changer de cheval, abandonner la haridelle du paysan, du moujik, renoncer aux économies indispensables dans un pays agricole ruiné, et enfourcher le cheval quo recherche et ne peut manquer de rechercher le prolétariat, à savoir, la grande industrie mécanisée, l'électrification, la centrale hydro-électrique du Volkhov, etc.

Voilà comment je rattache dans mon esprit le plan d'ensemble de notre travail, de notre politique, de notre tactique, de notre stratégie, aux tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne réorganisée. Voilà ce qui justifie à mes yeux le souci' exceptionnel, l'attention soutenue que nous devons porter à l'Inspection ouvrière et paysanne, en la plaçant à une hauteur exceptionnelle, en conférant à ses dirigeants les droits du Comité central, etc., etc.

En voici la justification : c'est seulement en épurant au maximum notre appareil, en réduisant au maximum tout ce qui n'est pas absolument nécessaire, que nous pourrons nous maintenir à coup sûr. Et cela, non pas au niveau d'un pays de petite agriculture paysanne, non pas au niveau de cette étroitesse généralisée, mais à un niveau qui s'élève de plus en plus vers la grosse industrie mécanisée. Telles sont les grandes tâches dont je rêve pour notre Inspection ouvrière et paysanne. Voilà pourquoi je projette pour elle la fusion de l'organisme suprême du Parti avec un " simple " Commissariat du Peuple.

* En français dans le texte. (N. R.)

Le 2 mars 1923.

*" Pravda " n° 49, Conforme au texte de la Pravda,
4 mars 1923. collationné sur*

Signé N.Lénine le sténogramme

SUR NOTRE REVOLUTION A PROPOS DES MEMOIRES DE N. SOUKHANOV

I

J'ai feuilleté ces jours-ci les mémoires de Soukhanov sur la révolution. Ce qui saute surtout aux yeux, c'est le pédantisme de tous nos démocrates petits-bourgeois ainsi que de tops les paladins de la Ile Internationale. Sans compter qu'ils sont incroyablement poltrons, que même les meilleurs d'entre eux se payent de faux-fuyants dès qu'il s'agit du moindre écart vis-à-vis du modèle allemand, sans parler même de ce trait de caractère propre à tous les démocrates petits-bourgeois, et qu'ils ont suffisamment manifesté tout au long de la révolution, - ce qui saute aux yeux, c'est leur imitation servile du passé.

Tous ils se -disent marxistes, mais ils entendent le marxisme de façon pédantesque au possible. Ils n'ont pas du tout compris ce qu'il y a d'essentiel dans le marxisme, à savoir: sa dialectique révolutionnaire. Ils n'ont absolument pas compris même les indications expresses de Marx, disant que dans les moments de révolution il faut un maximum de souplesse 146 ; ils n'ont pas même remarqué, par exemple, les indications de Marx dans sa correspondance se rapportant, il m'en souvient, à 1856, où il formulait l'espoir de voir se réaliser, en Allemagne, l'union de la guerre paysanne, capable de créer une situation révolutionnaire avec le mouvement ouvrier¹⁴⁷. Même cette indication expresse, ils l'éluent, ils tournent autour et à côté, comme ferait, un chat autour d'une bouillie chaude.

Par toute leur conduite, ils se révèlent des réformistes pusillanimes, qui craignent de s'écarter de la bourgeoisie et, à plus forte raison, de rompre avec elle ; en même temps, ils couvrent leur poltronnerie d'une phraséologie et d'une vantardise effrénées. Même au point de vue purement théorique, ce qui saute aux yeux, c'est leur incapacité totale, à eux tous, de comprendre l'idée suivante du marxisme : ils ont observé que, jusqu'ici, le développement du capitalisme et de la démocratie bourgeoise a suivi une voie déterminée dans l'Europe occidentale. Ils ne peuvent concevoir que cette voie ne puisse être considérée comme modèle que mutatis mutandis, à la condition de certains changements (tout à fait insignifiants du point de vue du mouvement général de l'histoire universelle).

Premièrement, la révolution était liée à la première guerre impérialiste mondiale. Dans une telle révolution devaient se manifester des traits nouveaux, ou du moins des traits modifiés en raison justement de. cette guerre, parce que jamais encore il n'y avait ou au monde une pareille guerre dans de semblables conditions. Aujourd'hui encore, après cette guerre, la bourgeoisie des pays les plus riches ne peut rétablir des rapports bourgeois " normaux ". Or, nos réformistes, ces petits-bourgeois qui se prétendent des révolutionnaires, estimaient et estiment encore que

les rapports bourgeois normaux constituent une limite (que l'on ne saurait dépasser), et ils conçoivent cette " norme " dans un sens extrêmement vulgaire et étroit.

Deuxièmement, ils ignorent absolument que la régularité du développement général dans l'histoire universelle, loin d'exclure, implique au contraire certaines périodes présentant des singularités soit dans la forme, soit dans l'ordre de ce développement. Il ne leur vient pas même à l'esprit, par exemple, que la Russie, située entre des pays civilisés et des_ pays que cette guerre, pour la première fois, amène définitivement à la civilisation, c'est-à-dire tout l'Orient, les pays extra-européens, - que la Russie pouvait et devait par conséquent offrir certains traits particuliers, inscrits évidemment dans le cadre général de l'évolution mondiale, mais distinguant sa révolution à elle de toutes les révolutions antérieures de l'Europe occidentale, et apportant certaines innovations partielles dès qu'il s'agit des pays orientaux.

Ainsi, ils invoquent un argument d'une banalité extrême qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie occidentale, et qui consiste à dire que nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme ; que, selon l'expression de certains d'entre leurs " savants " personnages nous ne possédons pas les prémisses économiques objectives pour le socialisme. Et il ne vient à l'idée de personne de se demander : un peuple placé dans une situation révolutionnaire, telle qu'elle s'est présentée lors de la première guerre impérialiste, ne pouvait-il pas, face à une situation sans issue, se jeter dans une lutte qui lui ouvrirait ne fût-ce que quelques chances de conquérir des conditions pas tout à fait coutumières pour le progrès de la civilisation ?

" La Russie n'a pas atteint le degré de développement des forces productives nécessaire pour instaurer le socialisme." Cette thèse, tous les paladins de la Ile Internationale, y compris Soukhanov, bien entendu, l'affichent ostensiblement. Cette thèse incontestable, ils la rabâchent sur tous les tons et la croient décisive pour apprécier notre révolution.

Oui, mais si un singulier concours de circonstances a entraîné la Russie tout d'abord dans la guerre impérialiste mondiale où étaient engagés tous les pays occidentaux tant soit peu influents ; s'il a situé son évolution, à la limite des révolutions naissantes et des révolutions déjà partiellement commencées de l'Orient, dans des conditions qui nous permettaient de réaliser précisément cette union de la " guerre paysanne " et du mouvement ouvrier, qu'un " marxiste " tel que Marx considérait en 1856 comme une des perspectives possibles pour la Prusse ?

Et si la situation absolument sans issue, en décuplant les forces des ouvriers et des paysans nous a offert la possibilité de procéder à la création des prémisses essentielles de la civilisation, autrement que ne l'ont fait tous les autres Etats de l'Europe occidentale ? La ligne générale de l'évolution de l'histoire universelle a-t-elle été modifiée de ce fait ? Les rapports essentiels des principales classes dans chacun des Etats, qui est entraîné ou a été entraîné dans le mouvement général de l'histoire universelle, ont-ils été modifiés de ce fait ?

Si pour créer le socialisme il faut avoir atteint un niveau de culture déterminé (encore que personne ne puisse dire exactement quel est ce "

niveau de culture " déterminé, car il diffère dans chacun des Etats occidentaux), pourquoi ne commencerions-nous pas d'abord par conquérir révolutionnairement les conditions préalables de ce niveau déterminé pour, ensuite, forts d'un pouvoir ouvrier et paysan et du régime soviétique, nous mettre en mouvement et rejoindre les autres peuples ?

Le 16 janvier 1923.

II

Pour créer le socialisme, dites-vous, il faut être civilisés. Fort bien. Mais pourquoi ne pouvons-nous pas commencer par créer chez nous ces conditions préalables de la civilisation en chassant les grands propriétaires fonciers, en chassant les capitalistes russes pour, ensuite, commencer notre marche au socialisme ? Dans quels livres avez vous lu que pareils changements dans l'ordre historique habituel sont inadmissibles ou impossibles ?

Il m'en souvient, Napoléon a dit : "On s'engage et puis... on voit *." C'est ce que nous avons fait ; d'abord nous avons engagé un combat sérieux en octobre 1917, puis le cours du développement nous a révélé des détails (du point de vue de l'histoire mondiale ce ne sont, sans nul doute, que des détails) tels que la paix de Brest-Litovsk, ou la NEP, etc. Et à l'heure présente, il est hors de doute. que, pour l'essentiel nous avons remporté la victoire.

Nos Soukhanov, et à plus forte raison les social-démocrates placés plus à droite qu'eux, ne s'imaginent même pas que, d'une façon générale, les révolutions ne sauraient se faire autrement. Nos petits bourgeois européens ne s'imaginent même pas que les révolutions ultérieures - dans les pays d'Orient à population infiniment plus dense et aux conditions sociales infiniment plus variées, - présenteront à coup sûr beaucoup plus de traits particuliers que ce ne fut le cas pour la révolution russe.

Certes, le manuel rédigé d'après Kautsky a été très utile à son heure. Mais il est temps, en vérité, de renoncer à l'idée que ce manuel aurait prévu toutes les formes de développement de l'histoire mondiale. Ceux qui le pensent, il serait opportun de les qualifier tout bonnement d'imbéciles.

* En français dans le texte. (N. R.)

Le 17 janvier 1923.

Publié pour la première fois Conforme au texte du journal, le 30 mai 1923 dans la " Pravda - n' 117. complété d'après les indications de Lénine

Signé : Lénine portées sur le sténogramme

TABLE DES MATIERES

LE FAUX TESTAMENT DE LENINE	3
QUI EST LE VERITABLE AUTEUR DE CES LIGNES ?.....	3
ELLES NE SONT PAS DE LÉNINE	4
LE TESTAMENT	5
ATTAQUE CONTRE STALINE	6
PRODIGES DE LA CHRONOLOGIE.....	7
LA PATTE DE TROTSKI.....	8
LE MECANISME DE LA FALSIFICATION.....	10
LÉNINE EST POUR STALINE, TROTSKI CONTRE	12
LA FALSIFICATION SE POURSUIT.....	14
UNE PROVOCATION IDÉOLOGIQUE.....	15
DE BOUKHARINE à KHROUCHTCHEV JUSQU'A GORBATCHEV	16
LE MENSONGE DU TESTAMENT DE LENINE	17
NOUVEAU et BREF AVANT-PROPOS	17
LE CONTEXTE DES EVENEMENTS.....	18
MEMORANDUM DE STALINE.....	19
SUR LES NOTES DES RÉDACTEURS DU LIVRE "LES LETTRES DE STALINE À MOLOTOV"	31
ANNEXES : Vrais et faux écrits de Lénine	37
LETTRE AU CONGRES.....	37
I lettre du 23.,XII.1922. Consigné par M. V.	37
II Suite des notes. 24 décembre 1922.....	38
III Suite des notes. 26 décembre 1922.	40
Suite des notes. 27 décembre 1922. ATTRIBUTION DE FONCTIONS LEGISLATIVES AU GOSPLAN*	41
A PROPOS DE L'ACCROISSEMENT DE L'EFFECTIF DU COMITE CENTRAL	44
DE LA COOPERATION	47
COMMENT REORGANISER L'INSPECTION OUVRIERE ET PAYSANNE? PROPOSITION FAITE AU XII° CONGRES DU PARTI	53
MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX.....	57
TABLE DES MATIERES	72

ROCML

**Adresse électronique du ROC : Roc.ml@laposte.net
Site : www.rocml.org**